



CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE DU SÉNÉGAL

**RAPPORT
ECONOMIQUE
ET FINANCIER**

**20
16**



CRÉDIT AGRICOLE

S O M M A I R E

Gouvernance	04
Mot du Directeur Général.....	06

1 FAITS MARQUANTS 8

2 NOTE DE CONJONCTURE..... 12

3 ACTIVITE BANCAIRE 24

3.1. MOBILISATION DES RESSOURCES	25
3.1.1. Ressources clientèle.....	26
3.1.2. Ressources sur lignes de crédit extérieures et autres ressources affectées (tableau 4)	27
3.1.3. Marché Monétaire	27
3.2. EMPLOI DES RESSOURCES.....	27
3.2.1. Opérations de crédit.....	27
3.2.1.1. Crédit de campagne (tableau 3).....	27
3.2.1.2. Crédits ordinaires (tableau 3).....	27
3.2.1.3. Comptes ordinaires débiteurs (tableau 2). 27	
3.2.1.4. Créances impayées (tableau 3)	28
3.2.1.5. Créances douteuses et litigieuses (tableau 3).28	
3.2.1.6. Encours global.....	28
3.2.2. Autres emplois	29
3.2.2.1. Portefeuille titres	29
3.2.2.2. Encaisse et comptes bancaires	29
3.2.2.3. Activités de transfert d'argent	30
3.2.2.4. Investissements	31

4 RAPPORT FINANCIER 34

4.1 COMPTE DE RESULTAT (TABLEAUX 1-2-5-6).....	34
4.1.1 Charges	34
4.1.1.1 Charges d'exploitation bancaire	34
4.1.1.2 Charges générales d'exploitation.....	34
4.1.1.3 Autres charges	35
4.1.2 Produits.....	35
4.1.2.1 Produits d'exploitation bancaire	35
4.1.2.2 Autres produits	36
4.1.3 Resultats	36
4.2 BILAN (TABLEAUX 3-4)	36
4.2.1 Actif du bilan.....	36
4.2.2 Passif du bilan	37
4.3 RATIOS PRUDENTIELS (TABLEAU 7).....	37

Annexes : RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	48
--	----

CONSEIL D'ADMINISTRATION

ADMINISTRATEURS

Monsieur Bassirou FATY, (*Etat du Sénégal*), *Président du Conseil*
Monsieur Lamine LO, Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural
Monsieur Mamadou NDIAYE, Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan

Banque Ouest Africaine de Développement

Monsieur Yoro DIAKITE

Union Nationale des Coopératives Agricoles du Sénégal

Monsieur Sidaty DIAGNE

Fédération des Organisations Non Gouvernementales du Sénégal

Monsieur Mamadou CISSOKHO

Société de Développement et des Fibres Textiles

Monsieur Ahmed Bachir DIOP

AMSA Assurances

Madame Fatou Quinet DIENG

Caisse de Sécurité Sociale

Monsieur Mamadou Racine SY

Société Nationale de Recouvrement

Monsieur Raymond Babacar Néné Mbaye

OBSERVATEURS

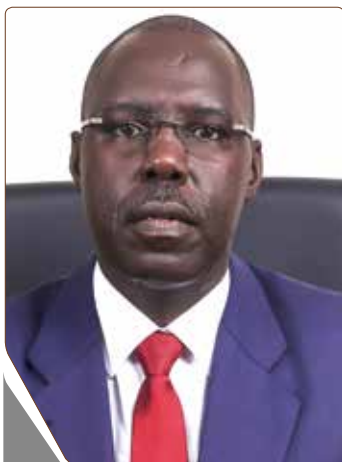
Contrôle Financier

Monsieur Amadou Tidiane DIAW

Bureau Organisation et Méthodes, Présidence de la République

Monsieur Aliou SARR

COMITÉ DE GESTION



Monsieur Malick NDIAYE
Directeur Général



M. Baboucar DIOUF
Directeur de l'Audit et de l'Inspection



M. Mademba THIAM
Directeur des Finances et de la Comptabilité



M. Youssoufa M. DIAGANA
Directeur de la Conformité des Risques Opérationnels



Mme Fatma Fall DIEYE
Directrice du Contrôle de Gestion et des Etudes



M. Hamakairé NDIAYE
Directeur Commercial et Marketing



M. Ousseynou GUEYE
Directeur des Opérations, des Engagements et du Risques



Mme Marie Jeanne Gomis SECK
Secrétaire Général



M. Gilbert NDONG
Directeur Crédit et du Réseau



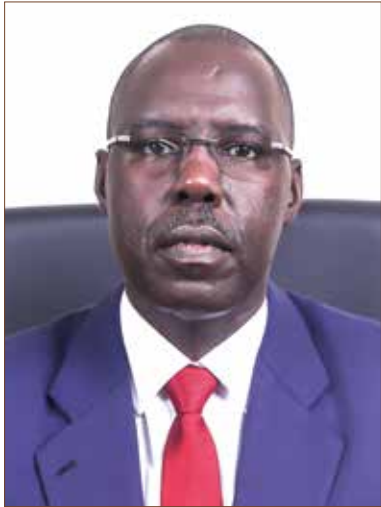
M. Moussa SENE
Directeur des Ressources Humaines et de la Logistique



M. Seydou KEITA
Directeur Informatique et des Opérations



Mme Ndeye M. DIEDHIU
Directrice des Affaires Juridiques et du Recouvrement



Mot du Directeur Général

Au cours de l'année 2016, la Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal a enregistré des résultats satisfaisants qui s'inscrivent dans une dynamique de performance désormais insufflée par la Direction Générale à partir des orientations du Conseil d'Administration.

Au regard d'un environnement bancaire de plus en plus concurrentiel et d'un secteur d'intervention réputé difficile, les résultats obtenus paraissent pour le moins appréciables.

En effet, grâce à un total Bilan qui progresse de 3% pour s'établir à 249,5 milliards FCFA et un Produit Net Bancaire qui est ressorti à 20,715 milliards FCFA, en hausse de 22%, notre institution a clôturé l'exercice avec un Résultat Net de 1,307 milliards FCFA, soit une progression de 71%.

Pour y parvenir, la banque a engagé plusieurs chantiers structurants autour d'axes stratégiques que sont : la gouvernance, la performance du réseau, la formation du capital humain, l'optimisation de son infrastructure organisationnelle, l'approfondissement du financement dans le secteur primaire, notamment l'accompagnement innovant des chaînes de valeurs agricoles et en particulier celui du programme national d'autosuffisance en riz.

En plus des performances commerciales et financières, la banque continue à accorder un intérêt certain à sa responsabilité sociétale en prenant part à des actions ciblées de haute portée sociale dans les domaines de l'éducation et de la santé.

Une attention particulière a été également réservée à la clientèle à travers le renforcement de notre offre commerciale avec le lancement de la carte prépayée Afia, la densification de notre réseau d'agences et l'amélioration des conditions d'accueil.

Tout cela a été possible grâce à l'engagement et le dynamisme du personnel de la banque qui a su se mettre à la hauteur des nombreux défis à relever. Nous leur adressons tous nos encouragements en leur réaffirmant notre volonté à œuvrer sans relâche pour le renforcement de sa motivation et de ses compétences.

Nous renouvelons nos remerciements à tous nos clients et partenaires dont la satisfaction des besoins est notre seule raison d'être. Dans le respect des principes fondamentaux qui gouvernent la profession, nous continuerons à mettre à leur disposition des produits et services variés et innovants.

Enfin, nous adressons nos sincères remerciements aux Administrateurs pour le soutien constant apporté à la réussite de notre mission.

Monsieur Malick NDIAYE



1

**LES FAITS
MARQUANTS**

LES FAITS MARQUANTS 2016

- Signature de la convention de Financement AFD/Etat du Sénégal/CNCAS pour un montant de 15 Millions d'euros.
- La CNCAS organise à Dakar la 5^{ème} Edition des Assises Mondiales de la Finance Agricole et Rurale. Le thème de cette édition a porté sur «**la contribution des filières agricoles et agroalimentaires au développement durable : quel rôle pour la finance rurale et agricole?**»
- M. Malick NDIAYE, Directeur Général de la CNCAS élevé au titre de Chevalier dans l'Ordre du Mérite Agricole de France





La Banque qui partage vos réalités





2

**NOTE DE
CONJONCTURE**

2 - NOTE DE CONJONCTURE

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Selon le FMI, l'économie mondiale atteindrait une croissance de 3,1% en 2016 contre 3,2% en 2015. Cette décélération vient surtout de la baisse du rythme de l'activité dans les pays émergents, notamment en Chine. En 2017, la croissance est attendue à 3,4%.

Aux Etats-Unis, la croissance s'est établie à 1,6% en 2016 contre 2,6% en 2015 en dépit de la politique monétaire expansive de la FED. Cette tendance devrait s'améliorer en 2017 avec une croissance attendue de 2,2%.

En zone euro, la croissance économique s'est établie à 1,7% en 2016 contre 2,0% en 2015. Elle est essentiellement liée au recul des exportations. En 2017, une croissance de 1,5% est attendue.

Au Japon, l'activité économique a été marquée en 2016 par un nouvel épisode de croissance avec un taux de 0,5% comme en 2015, avec le service de la dette qui pèse lourdement sur les finances publiques. En 2017, la croissance économique devrait atteindre 0,6%.

Quant à l'Afrique subsaharienne, sa croissance est de 1,4% contre 3,4% en 2015 en liaison avec la chute des cours du pétrole qui handicape les pays exportateurs. En 2017, les prévisions indiquent une croissance de 2,9%.

S'agissant des cours des matières premières, l'indice des cours a rebondi au deuxième trimestre 2016, restant, toutefois, inférieur à son niveau un an plus tôt. Cette remontée est portée par les produits de base alimentaires ➤



(+8,6%) et industriels (+8,3%). Malgré la remontée observée durant le deuxième trimestre 2016, l'indice des cours des matières premières est resté inférieur à son niveau de la même période de 2015. En glissement annuel, les cours des produits de base ont baissé de 4,2%, au deuxième trimestre 2016 et de 8,9% sur le premier semestre 2016, portés aussi bien par les produits alimentaires (-0,7% au deuxième trimestre et -5,4% sur le premier trimestre) qu'industriels (-6,8% au deuxième trimestre et -11,7% sur le premier trimestre).

Sur le marché du pétrole, le cours moyen du baril du Brent s'est établi à 46 dollars le baril, au deuxième trimestre 2016, augmentant de 33,8% par rapport au trimestre précédent. S'étant échangé à 30,8 dollars en janvier 2016, le cours du Brent a, ainsi, nettement progressé depuis. Cette situation serait liée aux perturbations dans la production, notamment au Canada et au Nigéria, et à une plus forte demande, au deuxième trimestre 2016.

L'inflation se situe à 0,8% en 2016 contre 0,3% en 2015 dans les pays avancés. Cette situation pourrait être imputable à la légère hausse des cours des produits alimentaires. En 2017, le taux d'inflation est attendu à 1,7%, sous l'hypothèse d'une légère reprise de la hausse des cours du pétrole.

Sur le marché financier international, les difficultés observées durant la deuxième moitié de 2015 se sont aggravées en 2016. En effet, depuis le début de l'année, de fortes baisses des cours des banques européennes sont enregistrées, notamment dans les principaux pays de la zone euro. Ainsi, l'Europe risque de se retrouver en première ligne d'une crise financière d'origine externe, la plupart des problèmes émanant de la chute des cours des matières premières, notamment le pétrole, de l'incertitude du modèle chinois et des difficultés de reprise de l'économie américaine. Dans le contexte de crise d'endettement que connaissent les pays avancés, la plupart des banques centrales maintiennent leurs taux directeurs à des niveaux bas. ■



SITUATION EN AFRIQUE ET DANS L'UEMOA

L'Afrique subsaharienne : l'activité économique de l'Afrique subsaharienne s'est quelque peu assouplie. Certes, la croissance - qui serait de 4,25 % en 2016 contre 3,75 % l'année précédente - reste plus élevée que dans bien d'autres régions émergentes ou en développement, mais la forte dynamique de croissance observée dans la région ces dernières années s'est dissipée dans un grand nombre de pays. Au cours de la décennie écoulée, trois facteurs clés ont été à la base de la croissance vigoureuse de la région : l'amélioration considérable du climat des affaires et de l'environnement macroéconomique opérée par les pouvoirs publics, qui a facilité l'augmentation de l'investissement - le niveau élevé des cours des produits de base et le caractère particulièrement favorable des conditions financières mondiales au cours de cette période, qui a stimulé les flux de capitaux vers un grand nombre de pays de la région et facilité ainsi l'augmentation de l'investissement privé et public.

Au niveau de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), l'activité économique enregistrerait en 2016 un taux de croissance de 6,8% contre 6,6% en 2015. Dans l'ensemble, tous les Etats membres ont enregistré de bonnes performances, même si le taux de croissance reste en dessous de 5% dans quelques-uns d'entre eux. Les économies ont fait globalement preuve de résilience face à la morosité de la conjoncture internationale.

A la faveur de la poursuite de la mise en œuvre de politiques qui ont contribué à consolider la stabilité du cadre macroéconomique, la croissance serait maintenue à un niveau satisfaisant. Une croissance de 7,3% est attendue en 2017.

S'agissant de l'inflation, l'indice général des prix du troisième trimestre 2016 a affiché une baisse de 0,6% par rapport au deuxième trimestre de la même année, correspondant à une baisse identique (-0,6%) en glissement annuel.

Au plan interne, la situation sociopolitique de l'Union s'est globalement améliorée mais les risques sécuritaires demeurent élevés et leur caractère transfrontalier renforce les menaces y afférentes pour l'ensemble de l'Union.



La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) est entrée en 2016 en affichant la meilleure performance africaine en termes de progression de son indice composite (+17,77%) au 31 décembre 2015. Elle a terminé l'année 2016 avec quasiment tous ses indicateurs dans le vert. Les principales évolutions se présentent comme suit :

- La valeur des transactions s'est fixée à 409,26 milliards de FCFA en 2016 contre 335,9 milliards de FCFA en 2015, soit une hausse de 21,84 %.
- Le nombre de transactions en 2016 a augmenté de 27,92 % par rapport à 2015, passant de 58 527 à 74 866 transactions pour un volume de 194,8 millions de titres échangés, en progression de 70,88 %.
- La capitalisation boursière du marché des actions s'est chiffrée à 7 706,27 milliards de FCFA contre 7 499,67 milliards de FCFA en 2015, soit un gain de 206,6 milliards de FCFA, correspondant à une hausse de 2,75 %. La capitalisation du marché obligataire a quant à elle progressé de 58,89 % sur l'année, passant de 1 579,23 milliards de FCFA à 2 509,26 milliards de FCFA.
- Le nombre de sociétés cotées a enregistré une évolution nette de quatre (4) entreprises passant de 39 à 43 sociétés, dont deux privatisations après sept (7) années d'attente.
- La BRVM a enregistré un recul de 3,87 % de son indice composite à 292,17 points par rapport à 2015. ■

SITUATION AU SENEGAL

L'activité économique devrait se maintenir, en 2016, dans une dynamique de renforcement au regard des perspectives mondiales davantage favorables, mais également des investissements structurants dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent. Par ailleurs, l'économie nationale devrait tirer avantage des effets positifs de la maîtrise de l'épidémie à virus « Ebola » à l'échelle de la sous-région. Le taux de croissance du PIB réel est ainsi attendu à 6,0% en 2016, contre 5,4% en 2015. Ce regain d'activité serait porté par la vigueur du secteur secondaire, conjuguée à la bonne tenue des secteurs primaire et tertiaire.

Dans le secteur primaire, l'activité devrait se consolider en 2016, sous l'effet, notamment, du renforcement des sous-secteurs de l'agriculture et de l'élevage. La valeur ajoutée du secteur primaire progresserait de 6,4% en 2016 contre 6,8% en 2015, reflétant notamment la reprise notée dans le sous-secteur agricole.

En effet, le sous-secteur agricole continue de bénéficier de la mise en œuvre du PSE à travers la mise en place de corridors céréaliers et la promotion d'une agriculture à haute valeur ajoutée. A ce titre, d'importantes ressources ont été affectées à ce secteur en 2015, entre autres, à la relance de la filière arachidière, au développement de la riziculture dans le Delta et l'Anambé, à l'appui à la production de riz pluvial dans les zones de Kaolack, Kaffrine, Fatick et du Sud du pays. En outre, le sous-secteur profiterait des retombées positives du Programme d'Aménagement et de Développement Economique de la zone des Niayes mais également du renforcement des aménagements hydro-agricoles. Ainsi, l'agriculture vivrière et celle industrielle sont projetées respectivement en hausse de 6,5% et 9,9% en 2016. Au total, le sous-secteur agricole est attendu en hausse de 7,3%, contre 10,5% en 2015. ➤



Concernant l'élevage, le Gouvernement, a poursuivi ses efforts dans le sens de l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des filières animales et s'est employé à la création d'un environnement plus propice au développement des systèmes d'élevage. Au-delà du projet d'appui à la modernisation des filières animales, le sous-secteur a pu bénéficier du projet de développement de l'aviculture familiale ainsi que celui relatif au développement de la filière laitière. Par conséquent, l'activité d'élevage devrait se renforcer en 2016, avec une hausse projetée à 6,1% contre 4,1% en 2015.

Dans le sous-secteur de la pêche, les projets et programmes ont été axés, entre autres, autour de la régénération et la gestion pérenne de la rente halieutique, mais également, du développement de l'aquaculture pour pallier la rareté des ressources. Ainsi, une reprise est attendue en 2016 ; le sous-secteur est projeté en progression de 3%, contre un repli de 3,8% en 2015.

S'agissant du secteur secondaire, le dynamisme retrouvé s'est conforté en 2016, dans un contexte de poursuite de l'exécution des projets structurants du PSE. L'activité du secteur, prévue en hausse de 8,2% en 2016 contre 7,7% en 2015, serait portée, en particulier, par la bonne tenue des sous-secteurs des bâtiments et travaux publics (BTP), des matériaux de construction, du raffinage de pétrole, de la fabrication de produits chimiques, des industries alimentaires et de l'énergie conjuguée au regain attendu dans les activités extractives.

Dans le secteur tertiaire, la croissance se maintiendrait sur une tendance haussière avec une progression attendue à 5,4% (contre 4,8% en 2015). Elle serait soutenue par les postes et télécommunications, le transport, les services financiers, les services immobiliers mais également par les activités commerciales.

Pour ce qui est des services financiers, ils sont attendus en hausse de 10% en 2016 (contre 7,4% en 2015), traduisant, par conséquent, la bonne tenue des activités bancaires revigorées par les besoins de financement importants de l'économie, dans un contexte de mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent. ➤



A l'instar des services financiers, les activités immobilières tireraient profit des résultats positifs de l'exécution du PSE, par le biais, notamment, du vaste programme d'habitat social lancé par le Gouvernement, en l'occurrence, dans le pôle urbain de Diamniadio.

Gestion des finances publiques : la gestion budgétaire en 2016 s'est maintenue sur la tendance de maîtrise et de réduction progressive du déficit budgétaire conformément aux engagements inscrits dans le programme ISPE et devrait se poursuivre, dans un contexte d'accélération de la mise en œuvre des réformes et d'exécution du Plan Sénégal Emergent. Le renforcement de la mobilisation des ressources sera maintenu à travers une meilleure interconnexion des régies de recettes. Par ailleurs, la rationalisation des dépenses de fonctionnement sera associée à une meilleure planification et une plus grande efficacité dans les investissements publics. Cette dynamique devrait bénéficier de l'institutionnalisation de la réserve de précaution à travers l'impulsion d'une nouvelle démarche dans l'exécution de certains projets.

Globalement, la politique budgétaire demeurera prudente afin de préserver la viabilité des finances publiques ainsi que la stabilité macroéconomique. Au total, le déficit budgétaire (dons compris) est attendu à 373 milliards, soit 4,2% du PIB, contre 389,3 milliards (4,8% du PIB) en 2015.

Les données macro-économiques s'établissent comme suit :

- Globalement, le taux de croissance du PIB réel, ressortirait à 6,6% en 2016, contre 5,4% en 2015. Ce regain d'activité serait porté par la vigueur du secteur secondaire, conjuguée à la bonne tenue des secteurs primaire et tertiaire.
- Au titre des prix, l'inflation, mesurée par le déflateur du PIB, est projetée à 1,3% en 2016, contre 0,1% en 2015. Ce relèvement reflèterait essentiellement la hausse des prix aux producteurs dans les secteurs primaire (2% contre +1,4% en 2015), secondaire (2,1% contre -1,5% en 2015), et tertiaire (+1,6% contre +0,4% en 2015).
- Les ressources totales de l'Etat en 2016 sont projetées en hausse de 6,9%, passant de 2 003,5 milliards en 2015 à 2 141 milliards 2016, soit un

accroissement de 135,7 milliards (+7,3%). Cette évolution est imputable principalement aux recettes fiscales pour un montant de 1 721 milliards et sur les recettes non fiscales à hauteur de 113 milliards.

- Les dépenses publiques : l'exécution des dépenses publiques en 2016 s'est inscrite autour d'une meilleure programmation des dépenses d'investissement, une exécution prudente des charges de fonctionnement ainsi que de l'utilisation du mécanisme de la réserve de précaution visant à une meilleure dynamique d'exécution. Au total, les dépenses totales et prêts nets sont projetés à 2 514 milliards en 2016, contre un montant de 2 392,8 milliards en 2015, soit une hausse de 121,2 milliards (+5,1%).
- Les dépenses d'investissement sont, pour leur part, projetées à 1 045,4 milliards en 2016, contre 976 milliards en 2015, soit une augmentation de 69,4 milliards (+7,1%). Cette hausse serait portée autant par les dépenses sur ressources internes que celles sur ressources externes. En effet, les investissements financés sur ressources internes progresseraient de 40 milliards (+7%) pour s'établir à 611 milliards en 2016 contre une prévision de 571 milliards en 2015. Quant aux dépenses d'investissement sur ressources extérieures, elles devraient ressortir à 434 milliards, soit un accroissement de 7,3% en variation annuelle.
- Les dépenses courantes sont programmées à 1468,6 milliards en 2016 contre 1 416,8 milliards pour 2015, soit une hausse de 3,7%. Elles se répartissent en dépenses de fonctionnement (autres dépenses courantes) pour 765,8 milliards, en dépenses de personnel pour 538,2 milliards et en charges d'intérêts sur la dette à hauteur de 164,4 milliards. Les autres dépenses courantes sont composées de dépenses de fournitures et d'entretien pour 376,1 milliards, de transferts et subventions pour 369,7 milliards et de 20 milliards au titre des dépenses du FSE.
- Au titre de la dette, l'encours de la dette publique totale passerait à 4 874,9 milliards à fin 2016, soit un accroissement de 8,3% comparativement à 2015. Il devrait représenter 55,7% du PIB en 2016, contre 55,2% en 2015 et resterait en dessous de la norme de 70% retenue dans le cadre du pacte de convergence de l'UEMOA. ➤

La situation monétaire est marquée, en 2016, par une augmentation de 49,6 milliards des avoirs extérieurs nets, un accroissement du crédit intérieur de 8% et une expansion de la masse monétaire de 7,4%.

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires ont progressé pour se situer à 1 183,4 milliards en 2016, contre 1 133,8 milliards en 2015. Ce regain serait le fait de la Banque Centrale dont les avoirs extérieurs nets se bonifieraient de 49,6 milliards.

L'encours du crédit intérieur est estimé à 3 007,2 milliards en 2016, contre 2 785 milliards en 2015, soit une hausse de 222,2 milliards. Ce renforcement est porté par les crédits à l'économie (+272,2 milliards) ainsi que la Position Nette du Gouvernement (-50 milliards). Ainsi, le taux de financement bancaire de l'économie devrait se situer à 34,8%, soit un renforcement de 0,8 point de pourcentage par rapport à 2015.

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire devrait s'établir à 3 959,5 milliards en 2016, contre 3 687,7 milliards en 2015, soit une hausse de 7,4%. Cette progression se traduirait par un raffermissement des dépôts dans les banques (+235,9 milliards) lesquels ressortiraient à 3 227 milliards en 2016, ainsi que par une hausse de la circulation fiduciaire de 35,9 milliards. Au total, le taux de liquidité globale de l'économie ressortirait ainsi à 45,2%, soit au même niveau qu'en 2015. ■



EVOLUTION DES SECTEURS PRODUCTIFS

Contrairement à 2015, la situation de l'année agricole 2016 a été caractérisée par une installation tardive de l'hivernage sur la majeure partie du territoire national et une fin précoce surtout au Centre-Sud et à l'Est du pays. Les zones Nord et Nord-Est ont été une exception avec un démarrage précoce par rapport à la normale. En ce qui concerne le Centre et l'Ouest du pays, l'installation n'a été effective qu'à la troisième décade du mois de juillet.

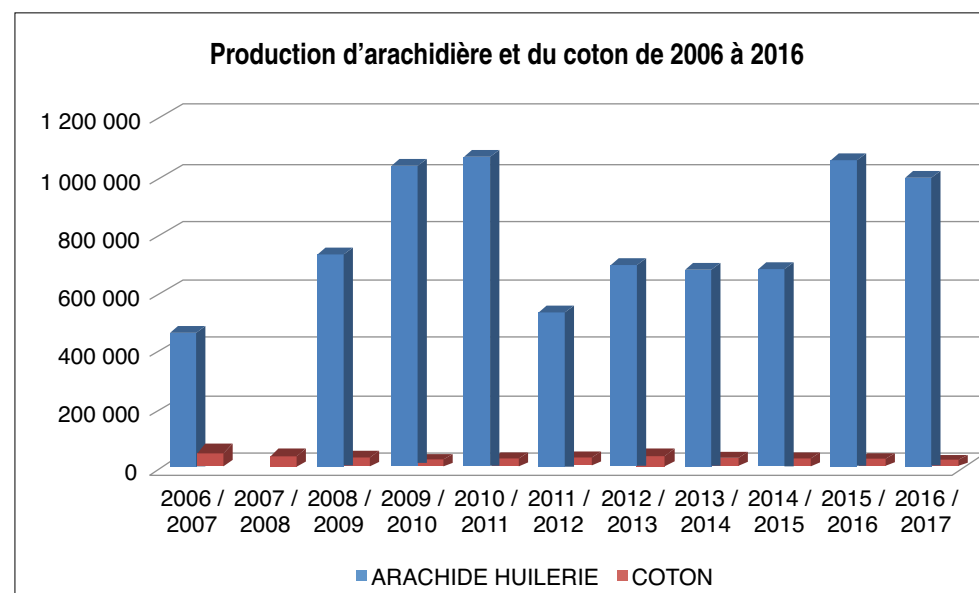
La période allant du mois d'août à septembre a été très pluvieuse sur l'ensemble du pays, cependant, un arrêt brusque des précipitations a été observé en fin septembre dans les régions de Saint-louis, Louga et Thiès, occasionnant des dommages sur les derniers semis.

Au total cette configuration de l'hivernage a entraîné une baisse de la production agricole en 2016 sur la majeure partie des spéculations.

Les productions obtenues, les superficies emblavées et les rendements atteints par spéculation industrielle sont consignés dans la série des dix dernières campagnes comme l'atteste le tableau qui suit. ■

Production d'arachidière et du coton de 2006 à 2016

ANNEES	ARACHIDE HUILERIE			COTON		
	SUP	PROD	RENDT	SUP	PROD	RENDT
2006 / 2007	594 264	460 481	775	43 772	52 422	1 197
2007 / 2008	607 214	331 195	703	43 157	36 695	850
2008 / 2009	838 843	731 210	872	32 514	26 239	807
2009 / 2010	1 059 093	1 032 651	975	22 743	18 495	813
2010 / 2011	1 195 573	1 063 652	890	27 582	23 434	850
2011 / 2012	865 770	527 528	609	26 642	25 374	952
2012 / 2013	708 956	692 572	977	33 694	34 753	1 031
2013 / 2014	916 750	677 456	739	32 260	28 818	893
2014 / 2015	878 659	673 736	767	25 057	24 361	972
2015 / 2016	1 135 339	1 050 042	925	30 593	20 285	663
2016 / 2017	1 212 233	991 427	818	20 572	15 160	737



CULTURES INDUSTRIELLES

- Arachide

La production arachidière est estimée à 991 427 tonnes en 2016, soit un taux de réalisation de 108% par rapport à la cible (919 364 tonnes). En comparaison avec les 4 dernières années, elle a connu une hausse de 28,36%.

Toutefois, la production a enregistré une baisse de l'ordre de 5,58% par rapport à 2015, conséquence d'une baisse de rendement. En effet, en dépit des efforts consentis par l'Etat et les acteurs pour une reconstitution du capital semencier, le rendement moyen a connu un repli de 11,57% à la suite de la pause pluviométrique survenue à la deuxième décennie de septembre et qui s'est prolongée en octobre, ce qui n'a pas permis aux derniers semis de boucler convenablement leur cycle.

En outre, les superficies emblavées en arachide ont progressé de 6,77% traduisant un engouement des producteurs, lequel est stimulé par les mesures de redynamisation de la filière entreprises avec le soutien de l'Etat.

- Coton

Pour une superficie emblavée de 20 572 ha, la production en 2016 s'est établie à 15 160 tonnes soit une baisse de 25% par rapport à la campagne précédente et de 43% par rapport à la moyenne des 5 dernières années. Cette baisse s'explique par :

- La forte diminution des superficies cultivées, conséquence de la dégradation de la compétitivité de la culture du coton par rapport à l'arachide dont le prix au producteur a connu une flambée et bénéficié des mesures de redynamisation ;
- La faiblesse des rendements agronomiques, causée des pauses pluviométriques et de l'arrêt brutal des précipitations. ■



CULTURES VIVRIERES

La production céréalière est évaluée à 2 124 668 tonnes en 2016, sur un objectif de 2 541 000 tonnes, soit un taux de réalisation de 83,62% et une hausse de 37,37% par rapport à la moyenne 2012-2015.

Ce résultat s'explique par l'augmentation des superficies emblavées qui sont passées de 1 568 375 ha en 2015 à 1 664 147 ha en 2016, en partie grâce aux efforts consentis par l'Etat dans la mise en place d'équipements agricoles et d'intrants de qualité.

Toutefois, comparativement à 2015, la production céréalière a connu une baisse de 1,28%. Cette évolution s'explique par le repli noté sur les productions de mil (-13%) et de sorgho (-6%) qui représentent 69% des superficies emblavées en céréales. En revanche, le riz, le maïs et le fonio ont enregistré des accroissements de production respectivement de 4%, 14% et 16%.

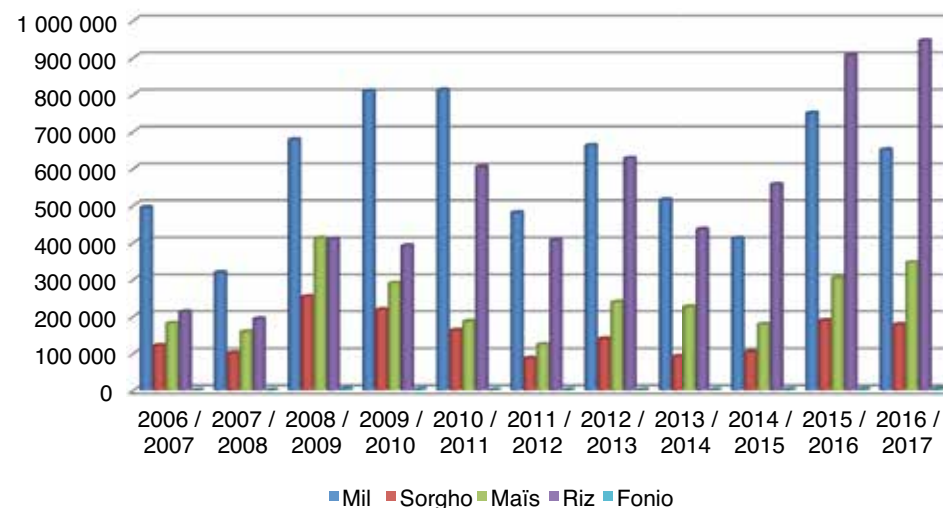
Les productions céréalières enregistrées se déclinent dans le tableau qui suit :



Evolution de la production céréalière en tonnes de 2006 à 2016

ANNEES	Mil	Sorgho	Maïs	Riz	Fonio	Total
2006 / 2007	494 345	121 003	181 585	212 377	889	1 010 198
2007 / 2008	318 822	100 704	158 266	193 379	1 068	772 239
2008 / 2009	678 170	253 770	411 499	408 840	4 425	1 756 704
2009 / 2010	810 121	218 696	290 283	391 271	3 085	1 713 456
2010 / 2011	813 295	162 599	186 511	604 043	1 374	1 767 822
2011 / 2012	480 759	86 865	124 092	405 824	1 735	1 099 275
2012 / 2013	662 614	139 372	238 960	627 516	1 497	1 669 959
2013 / 2014	515 365	92 029	225 902	436 153	1 488	1 270 937
2014 / 2015	411 290	104 011	178 732	557 075	2 179	1 253 287
2015 / 2016	749 874	188 500	304 296	906 348	3 228	2 152 246
2016 / 2017	651 236	178 028	346 030	945 617	3 757	2 124 668

Evolution de la production céréalière de 2006 à 2016



CULTURES INDUSTRIELLES

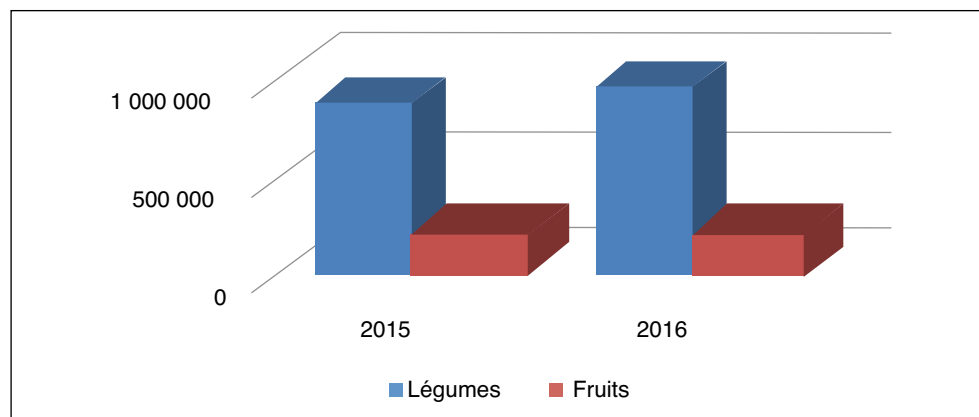
HORTICULTURE

La production horticole de la campagne 2016/2017 s'établirait à 1 206 810 tonnes contre 1 133 430 tonnes en 2015/2016 soit en hausse de 6,5%, par rapport à la campagne précédente et 21,73% en comparaison avec la moyenne des 5 dernières années.

Productions horticoles en tonnes

	2015	2016	Variation (%)
Légumes	886 930	953 310	+7,48%
Fruits	246 500	253 500	+2,84%

Productions horticoles en tonnes



ELEVAGE

Le sous-secteur de l'élevage devrait connaître une croissance de l'ordre de 6,1% au quatrième trimestre 2016, en variation trimestrielle, après une baisse de 7,9% enregistrée un trimestre plus tôt. Ce regain d'activité est essentiellement imputable à la production contrôlée de viande bovine (+13,6%). Il a été, toutefois, atténué par la contraction des abattages de viande ovine (-5,5%), avec la persistance des abattages clandestins en dépit des contrôles davantage renforcés.

PECHE

Sur le premier semestre 2016, l'activité de pêche s'est consolidée de 16,0% en glissement annuel, du fait des renforcements respectifs de 12,5% et 34,1% des débarquements de ses composantes artisanale et industrielle.

La consolidation des captures au niveau artisanal relève des performances enregistrées dans la région de Thiès (+29,1%), en liaison avec l'augmentation de l'effort de pêche conjuguée à la forte affluence de sennes tournantes qui pêchent des sardinelles, des maquereaux et des chinchards.

Au niveau du département de Mbour, le retour au port d'origine de plusieurs embarcations, à la faveur du recensement national du parc de pirogue durant le premier trimestre 2016, a entraîné une multiplication des sorties en mer.

Ainsi, une reprise est projetée en 2016, avec une progression de 3% contre un repli de 3,8% en 2015. ■

Sources : BCEAO (www.bceao.int)
 Note de conjoncture Sénégal : Août 2016
 Rapport annuel 2016 de la Commission sur l'Union
 Direction de l'Agriculture, Direction de l'Elevage, Direction des Pêches Maritimes.
 Ministère de l'Economie des Finances et du Plan (DPEE/ANSD/MEFP)
 (www.finances.gouv.sn; www.ansd.sn; www.dpee.sn).



3 ACTIVITE BANCAIRE

3 - ACTIVITE BANCAIRE

L'exercice 2016 a été caractérisé par une consolidation de nos activités dans un contexte économique mondial peu favorable dont les effets négatifs sur les pays en développement continuent à se faire sentir.

Pour y faire face et relancer son économie, le Sénégal a initié un ambitieux programme socio-économique appelé « **Plan Sénégal Emergent** » qui vise à faire du Sénégal un pays émergent à l'horizon 2035. L'agriculture y représente un levier stratégique majeur, en droite ligne du potentiel énorme qu'elle engendre au travers des productions agricoles et animales. Dans son volet agriculture le PSE se décline à travers la mise en place de corridors céréaliers avec le Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS) et aussi la promotion d'une agriculture à haute valeur ajoutée. A ce titre, on note le maintien de l'affectation d'importantes ressources à ce secteur, entre autres, à la relance de la filière arachidière, au développement de la riziculture dans le Delta et le bassin de l'Anambé, à l'appui à la production de riz pluvial dans les zones de Kaolack, Kaffrine, Fatick et le Sud du pays.

Dans ce cadre, l'Etat, à travers le Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (MAER), a notamment continué à apporter un soutien important en termes de subventions pour un bon approvisionnement en intrants et équipements agricoles en faveur des producteurs. L'objectif poursuivi est d'assurer une mobilisation massive des acteurs du secteur tout en leur assurant un correct accès aux facteurs de production.

La **campagne agricole 2016/2017** est marquée par une installation tardive des pluies sur la majeure partie du territoire national et une fin précoce, particulièrement au Centre-Sud et à l'Est. Cette configuration de l'hivernage n'a pas permis un bouclage du cycle de production pour les semis tardif ce qui a entraîné globalement une baisse de la production agricole, comparativement à la

campagne précédente. Toutefois, les décisions et mesures d'anticipation prises par le Gouvernement en matière de mise à disposition des intrants, d'amélioration de la qualité des semences, de mécanisation et de renforcement de la maîtrise des itinéraires techniques de production a permis d'atténuer l'impact négatif. En plus, des actions soutenues ont été menées pour la préservation de la situation phytosanitaire.

En interne, la banque s'est résolument engagée dans la mise en œuvre de son plan de restructuration, particulièrement dans la recherche d'un meilleur équilibre entre les ressources et les emplois, l'amélioration de la qualité du portefeuille et globalement la consolidation de son approche du risque. Par ailleurs, elle a poursuivi la prise en charge des besoins de financement induits par le soutien du gouvernement aux sous-secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche.

Dans ce contexte, nous avons été fortement sollicités concernant les emplois liés aux achats des intrants et matériels agricoles et nous nous sommes aussi consacrés à la consolidation des activités d'intermédiation de produits et services bancaires.

A cet égard, nos activités d'emplois et de collecte de ressources ont été orientées vers les marchés traditionnels qui se sont bien comportés par rapport à l'année précédente, grâce aux opportunités nées des programmes de relance des filières agricoles et la volonté des autorités publiques de moderniser l'agriculture. Ainsi, nous avons saisi toutes les niches existantes pour développer des activités de crédit liées au financement de la production agricole, la collecte des produits agricoles locaux tout en confortant nos parts dans les marchés des particuliers, des professions libérales et des PME/PMI.

3.1. Mobilisation des ressources

Le total des ressources collectées s'établit à **fCFA 173 496 millions** au 31 décembre 2016 contre 166 775 millions fCFA à la même date l'exercice précédent et pour un objectif de 165 619 millions fCFA au budget, soit un taux de réalisation de 105%.

Les parts respectives des dépôts clientèle et des ressources sur lignes de crédit extérieures sont de 99% (171 043 millions fCFA) et 1% (2 034 millions fCFA). Ces ratios n'ont connu aucune évolution par rapport à 2015.

La part de marché de la CNCAS sur la place a connu une baisse avec 4,11% à fin 2016 contre 4,31% au 31 décembre 2015 en valeur relative. Malgré une concurrence ardue, la CNCAS continue d'occuper une position appréciable en se maintenant à la huitième place sur la liste des vingt-quatre banques répertoriées sur la place à fin décembre 2016. Il faut souligner que sur le top 10, seule 3 banques ont pu maintenir leur part de marché ou l'améliorer. L'intensification de l'effort de collecte dans tous les compartiments du marché



des ressources à bas coût, combiné à une volonté de limitation des ressources chères n'a permis d'accroître notre encours global de dépôt que de 2% par rapport à l'année précédente.

Le tableau qui suit indique l'évolution de notre position sur le marché par rapport à l'ensemble du système bancaire de la place.

TABLEAU DES RESSOURCES

Années	2015			2016				
	CNCAS			CNCAS			Toutes banques	
Nature déposant	Montant	Structure	Part (%)	Montant	Structure	Part (%)	Montant	Structure
Dépôts Agents économiques	164 528	98,65%	4,26%	167 239	98,80%	4,06%	4 118 576	100,00%
Dépôts à vue	81 110	49,30%	4,14%	95 696	57,22%	4,11%	2 330 882	56,59%
Dépôts à terme	52 943	32,18%	6,10%	45 121	26,98%	5,09%	886 091	21,51%
Epargne	14 403	8,75%	2,33%	15 354	9,18%	2,18%	703 897	17,09%
Autres dépôts	16 072	9,77%	8,44%	11 068	6,62%	5,60%	197 706	4,80%
Ress. lignes de crédit extérieures	2 247	1,35%	ND	2 034	1,20%	ND	0	0,00%
Total	166 775	100,00%	4,31%	169 273	100,00%	4,11%	4 118 576	100,00%

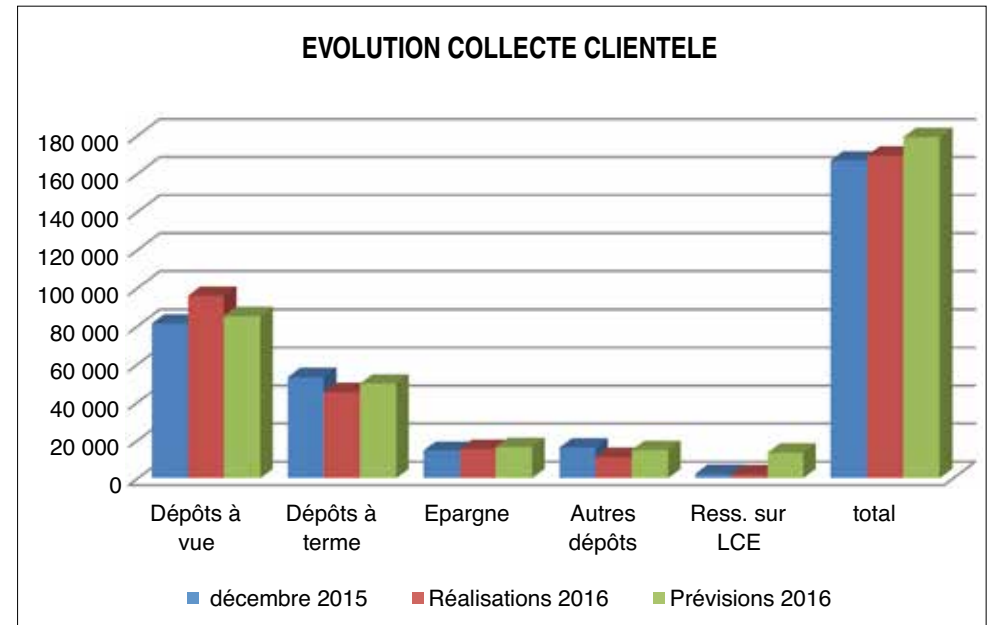
3.1.1. Ressources clientèle

Elles se chiffrent à **171 043 millions fCFA** au 31 décembre 2016 contre 164 528 millions fCFA au 31 décembre 2015, soit une hausse de 6 515 millions fCFA en valeur absolue et 4% en valeur relative. Par rapport aux prévisions budgétaires de 165 619 millions fCFA, le taux de réalisation se situe à 104%.

Pour ce qui concerne la structure des ressources, l'évolution des dépôts stables marque un repli par rapport à l'évolution générale des ressources comparativement à l'exercice précédent. Il en résulte que les ressources stables (DAT, CSL et Dépôts de garantie) représentent 44% au 31 décembre 2016 contre 51% au 31 décembre 2015.

Cette évolution en apparence défavorable de la part relative des ressources stables est la résultante d'une option de gestion au regard des contraintes de la place, notamment les coûts élevés pour capter les ressources provenant des institutionnelles. Ainsi, pour améliorer la maîtrise du coût moyen de la ressource, nous orientons nos efforts de collecte vers notre clientèle traditionnelle et avons renoncé à des dépôts dont le niveau de rémunération était assez élevé. Ainsi la structure de nos DAT à hauteur de 27% (contre 32% l'année précédente) se rapproche avec la moyenne de la place qui se situe à 22% du total des ressources.

Le graphique suivant permet d'apprécier le niveau des réalisations au 31 décembre 2016, tant par rapport au niveau atteint à la même période de l'année dernière que, par rapport aux prévisions du budget 2016.



- Dépôts à vue

Au 31 décembre 2016, les dépôts à vue (DAV) s'élèvent à **95 696 millions fCFA** pour des prévisions au budget de 85 099 millions fCFA et contre des réalisations de 81 110 millions fCFA au 31 décembre 2015.

- Dépôts à terme

Les dépôts à terme, s'élèvent à **45 121 millions fCFA** au 31 décembre 2016, par rapport à des prévisions au budget de 49 646 millions fCFA et contre des réalisations de 52 943 millions fCFA au 31 décembre 2015.

- Comptes d'épargne

Cette rubrique comprend les comptes d'épargne individuels et collectifs et les capitaux sociaux des entités collectives. L'encours de cette catégorie de dépôts s'élève à 15 354 millions fCFA au 31 décembre 2016, contre 14 403 millions fCFA au 31 décembre 2014 et des prévisions au budget de 16 225 millions fCFA.

- Autres dépôts

Cette rubrique intègre l'autofinancement déposé sous forme d'épargne bloquée par les emprunteurs (bénéficiaires de crédits à la production essentiellement), les dépôts constitués pour certains dossiers et divers dépôts reçus de la clientèle. L'encours desdits dépôts s'élève à **14 872 millions fCFA** au 31 décembre 2016, contre 16 072 millions fCFA au 31 décembre 2015 et des prévisions au budget de 14 649 millions fCFA.

3.1.2. Ressources sur lignes de crédit extérieures et autres ressources affectées (tableau 4)

Cette rubrique comprend les lignes de crédit extérieures rétrocédées ainsi que les ressources tirées des refinancements auprès des partenaires projets et d'institutions spécialisées comme le PLASEPRI. Au 31 décembre 2016, l'encours de ces ressources s'établit à **2 034 millions fCFA**, contre 2 247 millions fCFA d'encours au 31 décembre 2015.

3.1.3. Marché Monétaire

Pour couvrir nos besoins en trésorerie, nous avons eu recours au marché monétaire durant l'exercice écoulé et notamment pendant les périodes de pointe du financement des intrants agricoles et des campagnes de commercialisation des grands produits agricoles (arachides, coton et riz).

3.2. EMPLOI DES RESSOURCES

3.2.1. Opérations de crédit

3.2.1.1. Crédit de campagne (tableau 3)

Dans la poursuite de la politique de financement des campagnes de commercialisation, les encours sur cette rubrique au 31 décembre 2016 s'élèvent à 6 003 millions fCFA contre 4 183 millions fCFA au 31 décembre 2015. Cette évolution s'explique par le renforcement de concours à la collecte du riz en zone Nord.

3.2.1.2. Crédits ordinaires (tableau 3)

Les encours cumulés se situent à **151 274 millions fCFA** contre 115 360 millions fCFA au 31 décembre 2015. Cette forte évolution de 31% en valeur relative est exclusivement portée par la forte progression notée sur les encours à long terme (+47%), consécutivement à l'opération de titrisation en cours.

En effet, les créances cédées à l'Etat, dans le cadre de la restructuration du portefeuille ont été provisoirement comptabilisées en encours à long terme, en attendant le bouclage de la procédure par l'émission de titres par le Trésor.

3.2.1.3. Comptes ordinaires débiteurs (tableau 2)

Les encours débiteurs ont substantiellement régressé, passant de 55 854 millions fCFA au 31 décembre 2015 à **45 024 millions fCFA** au 31 décembre 2016, soit une baisse de 10 830 millions fCFA (19% en valeur relative).

Le tableau et le graphique suivants donnent, respectivement, les éléments chiffrés et une visualisation de la situation des dossiers traités au cours de l'exercice 2016.

Traitement dossiers de crédit - Exercice 2016

Types	Exercice 2016				Exercice 2015			
	Demandes reçues		Accords réalisés	Taux d'accord	Demandes reçues		Accords réalisés	Taux d'accord
	Nbre	M° FCFA	(M° FCFA)	(%)	Nbre	M° FCFA	(M° FCFA)	(%)
Campagne (GPAL)	43	9 060	4 060	45%	41	8 132	6 714	83%
Crédits adossés FPA	3 869	38 438	20 080	52%	3 979	25 201	18 483	73%
Divers secteur primaire	25 267	74 265	63 431	85%	25 201	70 670	62 302	88%
Secteurs non agricoles	15 602	66 958	42 853	64%	14 304	47 650	21 614	45%
Particuliers	19 573	21 480	20 332	95%	19 371	22 949	21 023	92%
Total	64 354	210 201	150 756	72%	62 896	174 602	130 136	75%

3.2.1.4. Créances impayées (tableau 3)

Elles sont passées de 21 008 millions fCFA au 31 décembre 2015 à 11 164 millions fCFA au 31 décembre 2016, soit une baisse en valeur absolue de 9 844 millions fCFA, du fait de l'opération de cession de créances et pour partie de l'amélioration du suivi des engagements.

3.2.1.5. Créances douteuses et litigieuses (tableau 3)

Le niveau des encours douteux litigieux nets s'est fortement amélioré en passant de 14 686 millions fCFA au 31 décembre 2015 à 961 millions fCFA au 31 décembre 2016, soit une baisse de 13 725 millions fCFA en valeur absolue. Cette évolution découle de la cession des créances qui a permis de soutenir un effort de provisionnement exceptionnel à partir des reprises opérées. En effet, l'effort de provisionnement des créances douteuses a été renforcé à un montant de 23 634 millions fCFA (contre 7 900 millions fCFA l'exercice précédent). Au total, les créances impayées, douteuses et litigieuses brutes qui s'élèvent à 41 048 millions fCFA, sont couvertes à hauteur de 98% par les provisions constituées (40 087 millions fCFA).

3.2.1.6. Encours global

Au 31 décembre 2016, l'encours global des opérations de crédit à la clientèle est de 214 426 millions fCFA, soit une hausse de 2%, comparé à l'encours au 31 décembre 2015 (211 092 millions fCFA). Par rapport au budget (184 074 millions), les réalisations se situent à 116%.

La part de marché de la CNCAS sur la place à fin 2016 (6,43%) marque un léger recul, comparée à la situation de l'année dernière (7,19%). En effet, les engagements de la banque ont crû en valeur absolue seulement de 3 334 millions fCFA, soit 2% en valeur relative.

Au même moment, les engagements du système bancaire ont crû de 14%, passant de 2 937 279 millions fCFA en décembre 2015 à 3 337 060 millions fCFA en décembre 2016.

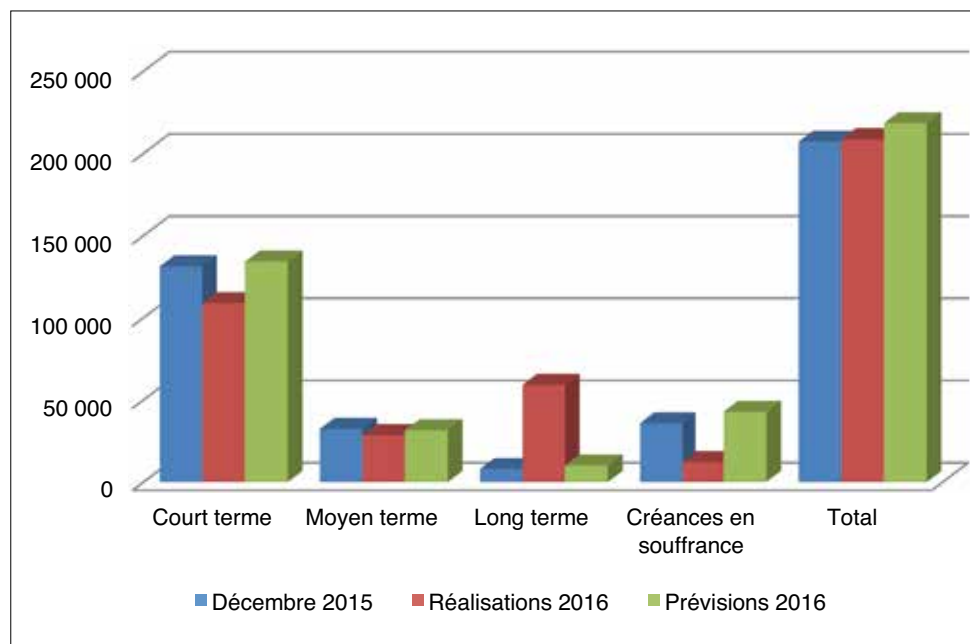
Le financement de la production agricole en 2016/2017 a atteint 20 080 millions fCFA, contre 18 484 millions fCFA en 2015/2016, soit une hausse 9% en valeur relative. Le niveau a été ainsi maintenu pour continuer à soutenir les mesures importantes prises par l'Etat (programme de désendettement des producteurs) pour renforcer la production des céréales et notamment celle du riz local en vue d'atteindre l'autosuffisance à l'horizon 2017. Cette cadence pourrait bénéficier d'un effet catalyseur certain avec la disponibilité prochaine des lignes de crédit de l'Agence Française de Développement (AFD) et de la Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique (BADEA) pour permettre le renforcement des équipements agricoles et du dispositif de commercialisation des produits agricoles, notamment le riz et les autres céréales.

Le tableau ci-après donne des indications sur notre position relative sur le marché.

TABLEAU DES EMPLOIS

Année	2015			Exercice 2015				
	CNCAS			CNCAS			Toutes banques	
Type emprunteur	Montant	Structure	Part (%)	Montant	Structure	Part (%)	Montant	Structure
Crédit à la clientèle	211 092	100,00%	7,19%	214 426	100,00%	6,43%	3 337 060	100,00%
Crédit de campagne	4 183	1,98%	29,04%	6 003	2,80%	27,00%	22 235	0,67%
Crédit à Court terme	131 111	62,11%	9,99%	108 802	50,74%	7,18%	1 515 939	45,43%
Crédit à Moyen terme	32 228	15,27%	2,81%	28 450	13,27%	2,20%	1 291 388	38,70%
Crédit à Long terme	7 876	3,73%	4,65%	59 046	27,54%	23,07%	255 940	7,67%
Créances en souffrance	35 694	16,91%	12,95%	12 125	5,65%	4,82%	251 558	7,54%
Total	211 092	100,00%	7,19%	214 426	100,00%	6,43%	3 337 060	100,00%

Le graphique qui suit met en évidence les réalisations obtenues par rapport aux prévisions budgétaires et par rapport aux réalisations de l'exercice antérieur.



3.2.2. Autres emplois

3.2.2.1. Portefeuille titres

L'encours global des titres au 31 décembre 2016 est de 2 072 millions fCFA contre 3 963 millions fCFA au 31 décembre 2015, soit une baisse de 1 890 millions fCFA. En effet nous avons noté des remboursements sur les différentes lignes : Bons et Obligations du Trésor Sénégal (-497 millions), Obligation du Trésor CI (-143 millions) et Bons BOAD (-1 250 millions).

L'encours au 31 décembre 2016 est ainsi décomposé :

- Obligations Trésor SN314 millions fCFA
- Obligations Trésor CI 10/1771 millions fCFA
- Obligations Trésor SN 03/2013436millions fCFA
- Obligations Trésor SN 03/2015 1 000millionsfCFA
- Bons BOAD 10/17250 millions fCFA

2 072 millions fCFA

3.2.2.2. Encaisse et comptes bancaires

Ce poste comprend nos encaisses, les soldes de nos comptes auprès de la BCEAO et de nos correspondants bancaires.

Il se chiffre à 20 226 millions fCFA au 31 décembre 2016 contre 14 181 millions fCFA au 31 décembre 2015, soit une hausse en valeur absolue de 6 045 millions fCFA.

3.2.2.3. Activités de transfert d'argent

Le partenariat avec les opérateurs de transfert d'argent s'est poursuivi et porte principalement sur quatre produits : Wari, Joni Joni, Money gram, et Ria. Les activités sur Western Union étant en veille seront redynamisées.

L'activité de transfert d'argent a permis d'enregistrer 757 millions de FCFA en 2016 contre 873 millions de FCFA l'année précédente, soit une baisse en valeur absolue de 116 millions de FCFA.



L'activité qui avait entamé une phase de croissance depuis l'exercice 2014 marque une baisse du montant des commissions perçues qui est passé à 217 millions de FCFA au 31 décembre 2016 contre 286 millions de FCFA l'année précédente, soit une régression de 24%, malgré la progression du nombre de transactions. La concurrence entre les réseaux a entraîné une baisse des marges appliquées.



L'activité de transfert domestique Wari a connu à nouveau un recul en 2016. Le montant des commissions réalisées est passé de 412 millions de FCFA en 2015 à 304 millions de FCFA en 2016, soit une baisse de 108 millions en valeur absolue.

Cette contreperformance est la conséquence de la perte d'un certain nombre de sous-agents, mais surtout de la concurrence ardue sur l'activité avec un accroissement des opérateurs domestiques. Pour les perspectives de développement, nous envisageons en collaboration avec l'opérateur de redynamiser notre réseau de sous-distributeurs, en plus du renforcement de la sécurité de la plateforme.



L'activité Ria a maintenu sa progression en 2016. En effet, le montant des commissions perçues est passé de 63 millions de FCFA en 2014 à 80 millions de FCFA en 2016, soit une hausse en valeur absolue de 17 millions fCFA et 27% en valeur relative. Cette tendance haussière constitue une réponse aux ajustements opérés et qui ont porté pour l'essentiel sur le renforcement de la promotion sur le produit et une accélération dans les procédures de validation des agréments accordés à nos distributeurs.

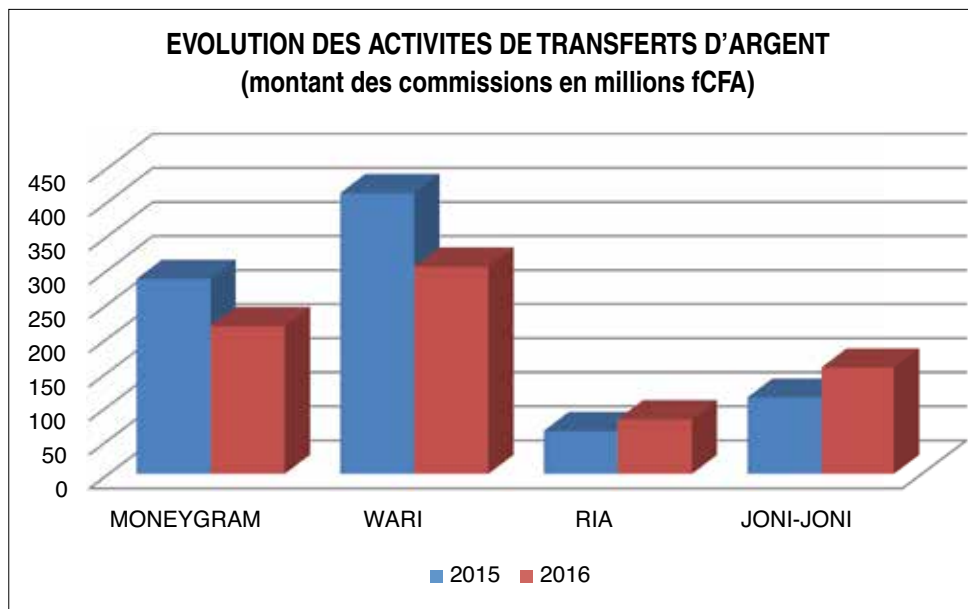


L'activité de transfert domestique Joni-Joni, lancée en mars 2013 est dans sa phase de maturation et poursuit ainsi son implantation.

De 26 millions au 31 décembre 2013 l'activité a permis d'enregistrer 156 millions de FCFA de commissions en 2016. Par rapport à l'exercice précédent les commissions ont augmenté de 44 millions (112 millions FCFA en 2015) , soit 39% en valeur relative. Ce produit renferme un haut potentiel qui devrait se renforcer davantage en dépit de la forte concurrence. A ce titre les actions hardies envisagées par l'opérateur pour assurer le développement du réseau et une meilleure promotion du produit sont des atouts certains.

Le graphique qui suit met en évidence l'évolution des commissions perçues sur les opérations de transfert par rapport aux réalisations de l'exercice antérieur.

Le graphique qui suit met en évidence les réalisations obtenues par rapport aux prévisions budgétaires et par rapport aux réalisations de l'exercice antérieur.



3.2.2.4. Investissements

Les valeurs immobilisées nettes passent de **7 315 millions fCFA** au 31 décembre 2015 à 7 515 millions fCFA au 31 décembre 2016, soit une hausse légère de 3% en valeur relative. Cette évolution traduit une volonté de poursuite de la maîtrise des immobilisations et de rationalisation des dépenses d'investissement.



La Banque qui partage vos réalités

TABLEAU : 1

	Encours au 31/12/2015		Encours au 31/12/2016		Variation	
	Millions frs CFA	%	Millions frs CFA	%	Millions frs CFA	%
Comptes ordinaires créditeurs	81 110	45%	95 696	56%	14 586	18,00%
Dépôts à terme	52 943	29%	45 121	26%	-7 822	-14,80%
Comptes d'épargne	14 403	8%	15 354	9%	951	6,60%
Dépôt de garantie	10 522	6%	11 068	6%	546	5,20%
Autres dépôts	5 550	3%	3 804	2%	-1 746	-31,50%
Total	180 600	100%	171 043	100%	6 515	3,60%

TABLEAU : 2

EVOLUTION COMPAREE DES SOLDES DEBITEURS DES COMPTES DE DEPÔTS DE LA CLIENTELE
(Période du 31/12/2015 au 31/12/2016)

	Encours au 31/12/2015		Encours au 31/12/2016	
Soldes débiteurs	55 854	45 024	-10 830	-19%

TABLEAU : 3

EVOLUTION DE L'ENCOURS GLOBAL DES CREDITS ORDINAIRES
Au 31 décembre 2016

(en millions frs CFA)

	Encours au 31/12/2015		Encours au 31/12/2016		Variation	
	Millions frs CFA	%	Millions frs CFA	%	Millions frs CFA	%
CREDIT A COURT TERME	71 673	35%	60 142	29%	-11 531	-16,10%
CREDIT A MOYEN TERME	32 228	16%	28 450	14%	-3 778	-11,70%
CREDIT A LONG TERME	7 876	4%	59 046	28%	51 170	649,70%
CREANCES RATTACHEES	3 583	2%	3 636	2%	53	1,50%
DECOUVERTS NETS	55 855	27%	45 024	22%	-10 831	-19,40%
DOUTEUX ET LITIGIEUX NETS	14 686	7%	961	0%	-13 725	-93,50%
IMPAYES ET IMMOBILISES	21 008	10%	11 164	5%	-9 844	-46,90%
TOTAL CREDITS ORDINAIRES	206 909	100%	208 423	100%	1 514	1%
TOTAL CREDITS DE CAMPAGNE	4 183	100%	6 003	100%	1 820	44%
TOTAL GENERAL	211 092	100%	214 426	100%	3 334	2%

TABLEAU : 4

EVOLUTION DES ENCOURS DES RESSOURCES EXTERIEURES

(en millions frs CFA)

Rubriques	Encours au 31 /12/2016	Encours au 31/12/2016	Variation	%
IRRIGATION IV	1 056	972	-84	-7,95%
FPE	0	0	0	NS
BID PDESOC	500	500	0	0
PLASEPRI	0	0	0	NS
LC CONSOLIDEES	690	562	-128	-18,55%
TOTAL	2 246	2 034	-212	-9,44%



4 RAPPORT FINANCIER

4. RAPPORT FINANCIER

Au terme de l'exercice clos au 31 décembre 2016, la CNCAS affiche un **Total Bilan** de **249 489 millions de FCFA** contre 242 577 millions de FCFA au 31 décembre 2015, soit une hausse de 3%.

Au plan de la rentabilité, le **Produit Net Bancaire** a connu une progression significative de l'ordre de 22% en passant de 16 948 millions de FCFA à fin décembre 2015 à **20 715 millions de FCFA** à fin décembre 2016, soit une hausse substantielle de 3 767 millions de FCFA en valeur absolue. Cette hausse est imputable à la bonne progression des produits d'intérêts sur les crédits à la clientèle du fait de l'impact de la titrisation du portefeuille compromis de la Banque à hauteur de 50 000 millions de FCFA.

Le **Coefficient d'Exploitation** de la banque ressort en nette amélioration par rapport à l'année dernière. Il s'est situé au 31/12/2016 à 48% contre 57% au 31/12/2015 soit une baisse de 9 points en rapport avec la hausse du PNB et à la bonne maîtrise frais généraux de la banque.

Le **Résultat Net** arrêté à **1 307 millions de FCFA** au 31 décembre 2016 contre 763 millions de FCFA au 31 décembre 2015 a connu une hausse considérable de 71% malgré l'importance des dotations de provisions nettes de reprises qui ont pu être en partie contenu par la bonne progression du PNB. En effet, la banque a fait un effort exceptionnel de **dotation aux provisions de 23 634 millions de FCFA** contre 7 900 millions de FCFA l'exercice précédent. Cet effort a été possible grâce aux **reprises de provisions** effectuées qui se chiffrent à **15 504 millions de FCFA** en relation avec la titrisation.

Le **résultat brut avant impôt** s'est établi à fin décembre 2016 à **2 028 millions de FCFA** contre des prévisions budgétaires de 1 746 millions de FCFA, correspondant à un taux de réalisation de 116%.

4.1 Compte de Résultat *(tableaux 1-2-5-6)*

4.1.1 Charges

Au 31 décembre 2016 les charges s'élèvent à **40 612 millions de FCFA** contre 26 770 millions de FCFA en 2015, soit une hausse de 52% en valeur relative.

4.1.1.1 Charges d'exploitation bancaire

De 8 258 millions de FCFA au 31 décembre 2015, elles passent à 5 626 millions de FCFA au 31 décembre 2016, soit un repli de 32% qui se justifie notamment par la forte baisse des charges sur prestations de services (-2 924 millions de FCFA) en raison du changement de mode de comptabilisation des opérations de transfert d'argent WARI.

Les charges d'exploitation bancaire sont ainsi décomposées :

- charges sur opérations de trésorerie.....	1 088 383 065 FCFA
- charges sur opérations avec la clientèle	3 522 444 869 FCFA
- charges sur prestations de services.....	1 015 665 611 FCFA

Les prévisions de charges d'exploitation bancaire se sont chiffrées à 8 697 millions de FCFA, soit un taux de réalisation de 65%.

4.1.1.2 Charges générales d'exploitation

Elles ont connu une hausse de 235 millions de FCFA en passant de 8 579 millions de FCFA au 31 décembre 2015 à 8 815 millions de FCFA au 31 décembre 2016, soit une progression de 3% en valeur relative.

Par rapport aux prévisions budgétaires de 8 697 millions de FCFA, le taux d'exécution s'établit à 101%.

- Frais de personnel

Ils sont composés des salaires et des charges patronales. Ils s'élèvent à 4 590 millions de FCFA au 31 décembre 2016, contre 4 343 millions de FCFA au 31 décembre 2015, soit une hausse de 247 millions FCFA en valeur absolue et 6% en valeur relative.

- Impôts et taxes

Ils ont connu une baisse de 38 millions de FCFA, passant de 223 millions de FCFA au 31 décembre 2015 à 185 millions de FCFA au 31 décembre 2016.

- Autres charges externes

Elles ressortent à 4 040 millions de FCFA au 31 décembre 2016 contre 4 014 millions de FCFA au 31 décembre 2015, soit une légère hausse de 1% en valeur relative traduisant une mise en œuvre des recommandations du Conseil d'Administration relatives à la maîtrise des frais généraux.

4.1.1.3 Autres charges

Ils comprennent :

- les **dotations aux amortissements** qui se sont chiffrés à 1 007 millions de FCFA contre 1 015 millions de FCFA au 31 décembre 2015.
- **les dotations aux provisions** pour un montant de 23 634 millions de FCFA au 31 décembre 2016 contre 7 900 millions FCFA au 31 décembre 2015 soit une hausse de 199% en valeur relative en relation avec les provisions requises par la dernière mission de vérification de la Commission Bancaire. En effet, l'opération de titrisation a permis de procéder à des reprises de provisions pour un montant de 15 504 millions de FCFA auquel il convient d'ajouter un effort de dotation au titre de l'exercice 2016 de 8 130 millions de FCFA. Les provisions requises par la mission de vérification de la Commission Bancaire ont ainsi pu être prises en charge à l'exception d'un montant de 28,9 millions de FCFA dont le détail n'a pas communiqué à la banque.
- Les **charges et pertes exceptionnelles** sont passées de 630 millions de FCFA au 31 décembre 2015 à 808 millions de FCFA au 31 décembre 2016 soit une hausse de 178 millions de FCFA.

Elles sont composées essentiellement pour :

- * 484 millions de FCFA de pénalités pour non-respect des réserves obligatoires ;
- * 81 millions de FCFA suite à un appel comme caution sur marché par l'AGETIP ;
- * 154 millions de FCFA de diverses charges sur exercices antérieurs.

- **L'impôt sur le bénéfice** s'est établi à 722 millions de FCFA contre 387 millions de FCFA au 31 décembre 2015.

4.1.2 Produits

Ils passent de 27 533 millions de FCFA au 31 décembre 2015 à 41 918 millions de FCFA au 31 décembre 2016, soit une hausse de 14 385 millions de FCFA en valeur absolue et 52% en valeur relative.

Par rapport aux prévisions de produits de 26 885 millions de FCFA, le taux de réalisation s'est situé à 156%.

4.1.2.1 Produits d'exploitation bancaire

De 25 206 millions de FCFA au 31 décembre 2015 ils passent à 26 342 millions de FCFA au 31 décembre 2016, soit une hausse de 136 millions de FCFA en valeur absolue et 4% en valeur relative.

Ils se décomposent ainsi :

Produits sur opérations de trésorerie	1 464 101 FCFA
Produits sur crédit de campagne	167 550 478 FCFA
Produits sur crédits ordinaires	16 839 804 796 FCFA
Commissions sur services bancaires	7 177 492 520 FCFA
Produits sur opérations sur titres	180 214 803 FCFA
Produits divers d'exploitation	1 975 083 095 FCFA

Produits sur opérations de trésorerie

Ils ont connu une baisse de 80% par rapport à 2015 passant de 5 millions de FCFA à 1 millions de FCFA due essentiellement aux tensions de trésorerie que la Banque a vécue durant l'exercice.

Produits sur crédits de campagne

Les produits sur les crédits de campagne sont passés de 258 millions de FCFA au 31 décembre 2015 à 168 millions de FCFA au 31 décembre 2016, soit une baisse de 90 millions de FCFA en valeur absolue.

Intérêts sur crédits ordinaires

Ils passent de 13 518 millions de FCFA en 2015 à 16 840 millions de FCFA en 2016 soit une hausse de 3 322 millions FCFA en valeur absolue et 25% en valeur relative due à l'impact de la titrisation.

Commissions

Les commissions perçues dans le cadre des opérations et services à la clientèle (virements locaux, opérations avec l'étranger ; paiements Moneygram, produits de transfert d'argent, encaissements de valeurs et la monétique) ont connu une baisse de 2 118 millions de FCFA passant 9 295 millions de FCFA au 31 décembre 2015 à 7 177 millions de FCFA au 31 décembre 2016 du fait notamment du changement de mode de comptabilisation des commissions tirées sur les produits de transfert WARI. En effet, cette baisse des commissions est neutralisée par le repli de 2 924 millions de FCFA des charges sur prestations de services.

Produits sur opérations sur titres

Ils ont connu une baisse de 47 millions de FCFA passant de 227 millions de FCFA au 31 décembre 2015 à 180 millions de FCFA au 31 décembre 2016 qui s'explique par la diminution de nos encours titres.

Produits divers d'exploitation

Ils sont passés de 1 903 millions de FCFA au 31 décembre 2015 à 1 975 millions de FCFA au 31 décembre 2015, soit une hausse de 72 millions de FCFA en valeur absolue et 4% en valeur relative. Ce poste enregistre notamment les sommes perçues au titre de la bonification des crédits accordés dans le cadre du Financement de la Production Agricole.

Produit Net Bancaire

Il passe de 16 948 millions de FCFA au 31 décembre 2015 à 20 715 millions de FCFA au 31 décembre 2016, soit une hausse de 3 767 millions de FCFA en valeur absolue.

En comparaison aux prévisions budgétaires de 17 188 millions de FCFA, le taux de réalisation se situe 121%.

4.1.2.2 Autres produits

Ils comprennent :

les reprises de provisions qui passent de 2 017 millions de FCFA au 31 décembre 2015 à 15 535 millions de FCFA au 31 décembre 2016, réparties comme suit :

- Les reprises de provisions sur créances douteuses et litigieuses pour 15 504 millions de FCFA contre 1 901 millions de FCFA au 31 décembre 2015
 - Les reprises de provisions sur créances purgées pour 13 millions de FCFA
 - Les reprises de provisions pour risques et charges pour 18 millions de FCFA
- les produits et profits exceptionnels sont passés de 311 millions de FCFA en 2015 à 41 millions de FCFA en 2016.

4.1.3 Résultats

Le résultat net de l'exercice 2016 s'est établi à 1 307 millions de FCFA (après prélèvement d'un impôt sur les sociétés de 721 millions de FCFA) contre 763 millions de FCFA au 31 décembre 2015.

4.2 Bilan (tableaux 3-4)

4.2.1 Actif du bilan

Opérations de trésorerie

Ce poste a connu une hausse de 6 045 millions de FCFA passant de 14 181

millions de FCFA au 31 décembre 2015 à 20 226 millions de FCFA au 31 décembre 2016, soit 43% en valeur relative.

Opérations avec la clientèle

Elles passent de 211 092 millions de FCFA au 31 décembre 2015 à 214 426 millions de FCFA au 31 décembre 2016, soit une hausse de 3 334 millions de FCFA en valeur absolue et 2% en valeur relative.

Portefeuille de titres

Ce poste connaît une baisse de 1 890 millions de FCFA passant de 3 963 millions de FCFA au 31 décembre 2015 à 2 072 millions de FCFA au 31 décembre 2016.

4.2.2 Passif du bilan

Opérations de trésorerie

Ce poste a connu une hausse de 2 172 millions de FCFA passant de 22 272 millions de FCFA au 31 décembre 2015 à 24 444 millions de FCFA au 31 décembre 2016.

Opérations avec la clientèle

Elles ont connu une hausse de 6 721 millions de FCFA passant de 166 775 millions de FCFA au 31 décembre 2015 à 173 496 millions de FCFA au 31 décembre 2016.

Fonds propres et assimilés

Les fonds propres et assimilés se chiffrent, avant intégration du résultat, à 34 745 millions de FCFA au 31 décembre 2016 contre **34 531 millions de FCFA** au 31 décembre 2015.

4.3 Ratios prudentiels (tableau 7)

Les fonds propres effectifs : pour un minimum requis de 10 000 millions FCFA, les fonds propres effectifs se chiffrent à **34 038 millions de FCFA**, avant intégration du résultat, au 31 décembre 2016.

Les fonds propres sur risques : ce ratio compare les fonds propres effectifs de la banque au numérateur, et au dénominateur les risques au bilan et hors bilan pondérés selon des coefficients définis.

Pour un minimum requis de 8 %, ce ratio se situe à **17,47%**.

Contrôle des crédits au personnel, dirigeants et contrôleurs : le montant global des concours pouvant être consenti aux personnes participant à la direction, à l'administration, au contrôle et au fonctionnement, ne doit pas dépasser 20% des fonds propres effectifs.

Le ratio est à 16,26%.

Le ratio de liquidité : ce ratio est destiné à mesurer le niveau de liquidité en comparant les avoirs et les créances à vue ou à moins de trois mois, à l'ensemble des engagements à moins de trois mois.

Pour un minimum de 75%, il se situe à **52,88%**.

Couverture des emplois à M.L.T par les ressources stables : ce ratio a pour objectif de mesurer la transformation des ressources opérée par la banque. Le niveau de transformation toléré est de 50% des ressources à Court Terme en emplois à Long Terme. Le taux minimal de couverture admis est de 50%.

Il se chiffre à **93,43%**.

TABLEAU 1

COMPTE DE RESULTAT (Au 31 décembre 2016)

CHARGES	MONTANT	PRODUITS	MONTANTS
Charges d'exploitation bancaire	5 626 493 545	Produits d'exploitation bancaire	26 341 609 793
Charges sur opérations de trésorerie	1 077 960 093	Produits sur opérations de trésorerie	1 464 101
Charges sur opérations avec la clientèle	3 522 444 869	Produits sur opérations avec la clientèle	24 184 847 794
Charges sur opérations de change	10 422 972	Dont Produits sur crédits de campagne	167 550 478
Charges sur prestations de service	1 015 665 611	Produits sur crédits ordinaires	16 839 804 796
Charges générales d'exploitation	8 814 622 522	Commissions	7 177 492 520
Frais de personnel	4 590 002 580	Commissions diverses	6 657 233 035
Impôts et taxes	184 778 156	Commis° sur opérations de change	520 259 485
Autres charges externes	4 039 841 786	Commis° sur opérations de Travellers	0
Dotations aux amortissements	1 006 937 484	Produits sur opérations sur titres	180 214 803
Dot. aux provisions créances dout.	23 325 795 129	Produits divers d'exploitation	1 975 083 095
Dot. aux provisions risques et charges	308 479 458	Produits généraux d'exploitation	0
Dot. aux provisions sur Titres	0	Subvention d'exploitation	
Charges et pertes exceptionnelles	807 969 262	Reprise prov. Creances purgées	12 799 070
Résultat provisoire	2 027 876 268	Reprise prov. Risques et Charges	17 995 498
Impôt sur le bénéfice	720 874 902	Reprises de provisions dout. Litig.	15 504 459 159
Résultat net	1 307 001 366	Produits et profits exceptionnels	41 310 148
TOTAL	41 918 173 668	TOTAL	41 918 173 668

TABLEAU 2

COMPTE DE RESULTAT (Au 31 décembre 2016)

Produits d'exploitation bancaire	26 341 609 793
Dont produits d'opérations de trésorerie	1 464 101
Produits sur opérations avec la clientèle	24 184 847 794
Produits sur opérations sur titres	180 214 803
Autres produits d'exploitation bancaire	1 975 083 095
Charges d'exploitation bancaire	-5 626 493 545
Produit net bancaire	20 715 116 248
Produits généraux d'exploitation	0
Charges générales d'exploitation	-8 814 622 522
Résultat avant amortissements et provisions	11 900 493 726
Dotations aux amortissements	-1 006 937 484
Résultat avant provisions	10 893 556 242
Reprises sur provisions	15 535 253 727
Dotations aux provisions	-23 634 274 587
Résultat d'exploitation	2 794 535 382
Produits et profits exceptionnels	41 310 148
Charges et pertes exceptionnelles	-807 969 262
Résultat avant impôt	2 027 876 268
Impôt sur le bénéfice	-720 874 902
Résultat de l'exercice	1 307 001 366



TABLEAU 3

COMPTE DE RESULTAT (Au 31 décembre 2016)

ACTIF

ACTIF	ANNEXES	MONTANTS BRUTS	AMORT/PROV.	MONTANTS NETS
Caisses et Banques		20 226 317 282	0	20 226 317 282
Caisses billets et monnaies	A1	6 436 309 895		6 436 309 895
BCEAO Comptes courants	A1	8 809 104 969		8 809 104 969
Banques et Correspondants	A1	1 579 490 525		1 579 490 525
CCP	A1	2 882 642		2 882 642
Dépôts de Garantie	A1	3 398 529 251		3 398 529 251
CREANCES	A1	0		0
Opérations avec la clientèle		254 513 043 756	40 087 087 881	214 425 955 875
Crédits de Campagne	A2	6 002 507 810		6 002 507 810
Crédits CT ordinaires	A2	60 142 326 083		60 142 326 083
Comptes ordinaires débiteurs	A2	45 024 252 377		45 024 252 377
Crédits MT	A2	28 450 054 978		28 450 054 978
Crédits LT	A2	59 045 651 237		59 045 651 237
Créances rattachées	A2	3 636 091 820		3 636 091 820
Impayés douteuses et litigieuses	A3	52 212 159 451	40 087 087 881	12 125 071 570
Opérat° s/titres/opérat°diverses		10 613 490 533	3 292 477 790	7 321 012 743
Titres de placement	A3	2 072 498 418		2 072 498 418
Débiteurs divers	A3	3 554 723 426	3 292 477 790	262 245 636
Chèques et effets à l'encaissement	A4	0		0
Comptes d'ordre et divers	A4	4 986 268 689		4 986 268 689
Valeurs immobilisées		19 506 104 737	11 990 753 476	7 515 351 261
Titres de Participation	A4	383 904 818	102 904 818	281 000 000
Dépôts et cautionnements	A4	466 657 269		466 657 269
Immobilisations Hors exploitation		1 464 411 154		1 464 411 154
Immobilisations d'exploitation	A5	17 191 131 496	11 887 848 658	5 303 282 838
TOTAL		304 858 956 308	55 370 319 147	249 488 637 161

TABLEAU 3 SUITE

BILAN AU 31 DECEMBRE 2016

PASSIF

PASSIF	ANNEXES	MONTANT
Opérations de trésorerie		24 444 009 654
Banques et correspondants bancaires	A6	2 248 362 769
Dépôts à Terme	A6	598 956 885
Emprunts	A6	21 596 690 000
Autres sommes dues	A6	
Opérations avec la clientèle		173 495 915 580
Comptes ordinaires créditeurs	A6	95 695 630 042
Dépôts à terme	A6	45 120 951 448
Comptes d'épargne	A6	15 354 430 216
Dépôts de garantie	A6	11 067 989 664
Autres dépôts	A6	1 770 215 481
Emprunts à la clientèle	A6	2 033 953 670
Autres sommes dues à la clientèle	A6	1 544 500 654
Dettes rattachées	A6	908 244 405
Opérations sur titres et opérations diverses		15 496 950 911
Créditeurs divers	A7	4 274 291 612
Comptes d'ordres et divers	A7	11 222 659 299
Provisions, fonds propres et assimilés		34 744 759 650
Fonds de bonification	A8	109 768 619
Fonds de garantie	A8	14 202 706 322
Autres fonds affectés	A8	1 840 000 000
Provisions pour risques et charges	A8	365 376 169
Prime d'émission	A8	1 146 200 000
Réserves	A8	7 080 708 540
Capital	A8	10 000 000 000
Résultat de l'exercice		1 307 001 366
TOTAL		249 488 637 161
HORS BILAN		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNES	A7	20 679 324 617
ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNES	A8	29 047 960 890
ENGAGEMENTS DE GARANTIE RECUS	A9	17 745 599 553
OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A8	17 739 980 210



TABLEAU 4

ETAT COMPARATIF DES BILANS 2015/2016

ACTIF	31/12/15 (1)	31/12/16 (2)	ECARTS (2-1)	%
Caisses et Banques	14 181 460 946	20 226 317 282	6 044 856 336	43%
Caisses billets et monnaies	5 242 066 927	6 436 309 895	1 194 242 968	23%
BCEAO Comptes courants	5 595 149 420	8 809 104 969	3 213 955 549	57%
Banques et Correspondants	1 688 422 824	1 579 490 525	-108 932 299	-6%
CCP	25 151 653	2 882 642	-22 269 011	-89%
Dépôts de Garantie	1 430 670 122	3 398 529 251	1 967 859 129	138%
Prêt à Terme	200 000 000	0	-200 000 000	-100%
Opérations avec la clientèle	211 091 878 766	214 425 955 875	3 334 077 109	2%
Crédits de Campagne	4 183 359 247	6 002 507 810	1 819 148 563	43%
Crédits CT ordinaires	71 673 309 148	60 142 326 083	-11 530 983 065	-16%
Comptes ordinaires débiteurs	55 854 475 063	45 024 252 377	-10 830 222 686	-19%
Crédits MT	32 227 845 590	28 450 054 978	-3 777 790 612	-12%
Crédits LT	7 876 404 722	59 045 651 237	51 169 246 515	650%
Créances rattachées	3 582 672 456	3 636 091 820	53 419 364	1%
Impayés immobilisés	21 007 777 331	11 163 851 826	-9 843 925 505	-47%
Créances douteuses et litigieuses	14 686 035 209	961 219 744	-13 724 815 465	-93%
Opérations s/titres et opérations diverses	9 988 414 269	7 321 012 743	-2 667 401 526	-27%
Titres de placement	3 962 603 381	2 072 498 418	-1 890 104 963	-48%
Débiteurs divers	526 670 377	262 245 636	-264 424 741	-50%
Chèques et effets à l'encaissement	807 200 000	0	-807 200 000	-100%
Comptes d'ordre et divers	4 691 940 511	4 986 268 689	294 328 178	6%
Valeurs immobilisées	7 315 196 748	7 515 351 261	200 154 513	3%
Titres de Participation	281 000 000	281 000 000	0	0%
Dépôts et cautionnements	327 001 098	466 657 269	139 656 171	43%
Immobilisations hors exploitation	1 313 911 154	1 464 411 154	150 500 000	11%
Immobilisations d'exploitation	5 393 284 496	5 303 282 838	-90 001 658	-2%
TOTAL	242 576 950 729	249 488 637 161	6 911 686 432	3%

TABLEAU 4 SUITE

ETAT COMPARATIF DES BILANS 2015/2016

PASSIF	31/12/15 (1)	31/12/16 (2)	ECARTS (2-1)	%
Opérations de trésorerie	22 272 140 096	24 444 009 654	2 171 869 558	10%
Banques et correspondants	2 406 683 977	2 248 362 769	-158 321 208	-7%
Dépôts à terme	561 766 119	598 956 885	37 190 766	7%
Emprunts	19 303 690 000	21 596 690 000	2 293 000 000	12%
Opérations avec la clientèle	166 775 047 257	173 495 915 580	6 720 868 323	4%
Comptes ordinaires créditeurs	81 109 779 949	95 695 630 042	14 585 850 093	18%
Dépôts à terme	52 943 493 164	45 120 951 448	-7 822 541 716	-15%
Comptes d'épargne	14 402 875 106	15 354 430 216	951 555 110	7%
	10 521 547 811	11 067 989 664	546 441 853	5%
Autres dépôts	3 124 234 113	1 770 215 481	-1 354 018 632	-43%
Emprunts à la clientèle	2 247 262 473	2 033 953 670	-213 308 803	-9%
Autres sommes dues à la clientèle	1 436 403 812	1 544 500 654	108 096 842	8%
Dettes rattachées	989 450 829	908 244 405	-81 206 424	-8%
Opérations s/titres et opérations diverses	18 235 199 370	15 496 950 911	-2 738 248 459	-15%
Créditeurs divers	3 181 007 607	4 274 291 612	1 093 284 005	34%
Comptes d'ordre et divers	15 054 191 763	11 222 659 299	-3 831 532 464	-25%
Provisions, Fonds propres et assimilés	34 531 455 745	34 744 759 650	213 303 905	1%
Fonds de bonification	105 789 183	109 768 619	3 979 436	4%
Fonds de garantie	14 758 683 983	14 202 706 322	-555 977 661	-4%
Autres fonds affectés	1 840 000 000	1 840 000 000	0	0%
Provisions p/ risques et charges	363 182 300	365 376 169	2 193 869	1%
Prime d'émission	1 146 200 000	1 146 200 000	0	0%
Réserves	6 317 600 279	7 080 708 540	763 108 261	12%
Capital	10 000 000 000	10 000 000 000	0	0%
Résultat de l'exercice	763 108 261	1 307 001 366	543 893 105	71%
TOTAL	242 576 950 729	249 488 637 161	6 911 686 432	3%

TABLEAU 5

ETAT COMPARATIF DES RESULTATS

2015/2016

CHARGES	31/12/15 (1)	31/12/16 (2)	ECARTS (2-1)	%
Charges d'exploitation bancaire	8 258 021 118	5 626 493 545	-2 631 527 573	-32%
Charges s/opérations de trésorerie	749 226 845	1 088 383 065	339 156 220	45%
Charges s/opérations avec la clientèle	3 569 478 907	3 522 444 869	-47 034 038	-1%
Charges s/prestation de service	3 939 315 366	1 015 665 611	-2 923 649 755	-74%
Charges générales d'exploitation	8 579 308 152	8 814 622 522	235 314 370	3%
Frais de personnel	4 342 542 494	4 590 002 580	247 460 086	6%
Impôts et taxes	222 893 248	184 778 156	-38 115 092	-17%
Autres charges externes	4 013 872 410	4 039 841 786	25 969 376	1%
Dotations aux amortissements	1 015 367 508	1 006 937 484	-8 430 024	-1%
Dotations aux provisions	7 900 202 592	23 634 274 587	15 734 071 995	199%
Charges et pertes exceptionnelles	630 335 643	807 969 262	177 633 619	28%
Impôt sur le bénéfice	386 657 307	720 874 902	334 217 595	86%
Résultat de l'exercice	763 108 261	1 307 001 366	543 893 105	71%
TOTAL	27 533 000 581	41 918 173 668	14 385 173 087	52%
PRODUITS				
Produits d'exploitation bancaire	25 205 693 277	26 341 609 793	1 135 916 516	5%
Produits s/opérations de trésorerie	5 279 790	1 464 101	-3 815 689	-72%
Produits s/opérations avec la clientèle	23 070 959 377	24 184 847 794	1 113 888 417	5%
produits s/crédit de campagne	257 773 503	167 550 478	-90 223 025	-35%
produits s/crédits ordinaires	13 517 832 975	16 839 804 796	3 321 971 821	25%
commissions	9 295 352 899	7 177 492 520	-2 117 860 379	-23%
cions diverses	9 144 756 630	6 657 233 035	-2 487 523 595	-27%
cions s/opérations de change	150 596 269	520 259 485	369 663 216	245%
Produits s/opérations sur titres	226 755 231	180 214 803	-46 540 428	-21%
Produits divers d'exploitation bancaire	1 902 698 879	1 975 083 095	72 384 216	4%
Reprises de provisions dout. Litig	1 901 469 677	15 504 459 159	13 602 989 482	715%
Reprise prov créances purgées	6 181 775	12 799 070	6 617 295	107%
Reprise prov Risques et Charges	109 061 568	17 995 498	-91 066 070	-83%
Produits et profits exceptionnels	310 594 285	41 310 148	-269 284 137	-87%
TOTAL	27 533 000 582	41 918 173 668	14 385 173 086	52%

TABLEAU 6

EVOLUTION DU RESULTAT

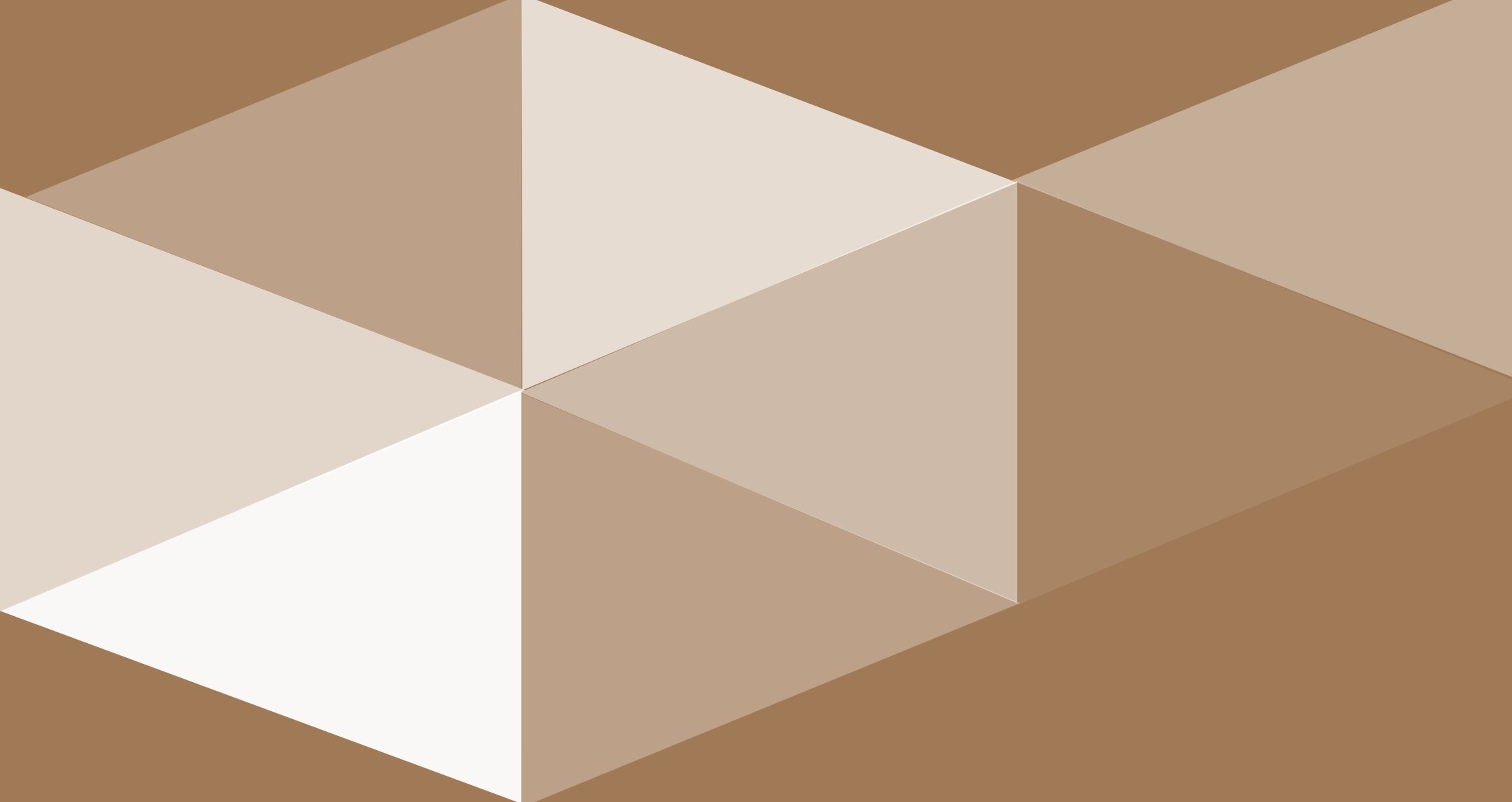
2016/2015

	31/12/15 (1)	31/12/16 (2)	ECARTS (2-1)	%
Produits d'exploitation bancaires	25 205 693 277	26 341 609 793	1 135 916 516	5%
Charges d'exploitation bancaires	-8 258 021 118	-5 626 493 545	-2 631 527 573	-32%
Produit net bancaire	16 947 672 159	20 715 116 248	3 767 444 089	22%
Produits généraux d'exploitation	0	0	0	
Charges générales d'exploitation	-8 579 308 152	-8 814 622 522	235 314 370	3%
Résultat avant amort. & provisions	8 368 364 007	11 900 493 726	3 532 129 719	42%
Dotations aux amortissements	-1 015 367 508	-1 006 937 484	-8 430 024	-1%
Reprises sur provisions et sur amort.	115 243 343	30 794 568	-84 448 775	-73%
Reprise prov créances douteuses	1 901 469 677	15 504 459 159	13 602 989 482	715%
Dotations aux provisions	-7 900 202 592	-23 634 274 587	15 734 071 995	199%
Résultat d'exploitation	1 469 506 927	2 794 535 382	1 325 028 455	90%
Produits et profits exceptionnels	310 594 285	41 310 148	-269 284 137	-87%
Charges et pertes exceptionnelles	-630 335 643	-807 969 262	177 633 619	28%
Résultat avant impôt	1 149 765 568	2 027 876 268	878 110 700	76%
Impôt sur le bénéfice	-386 657 307	-720 874 902	334 217 595	86%
RESULTAT DE L'EXERCICE	763 108 261	1 307 001 366	543 893 105	71%
COEFFICIENT D'EXPLOITATION	57%	47%		

TABLEAU 7

TABLEAU COMPARATIF DES RATIOS PRUDENTIELS

	NORMES	31/12/2015	31/12/2016
FONDS PROPRES EFFECTIFS	MINIMUM 10 000 FCFA	33 507	34 038
FONDS PROPRES/RISQUES	MINIMUM 8 %	15,62	17,47
PARTICIPATION/FONDS PROPRES EFFECTIFS	MAXIMUM 15 %	NEANT	NEANT
CONTROLE DES CREDITS AU PERSONNEL DIRIGEANTS, CONTROLEURS	MAXIMUM 20 %	14,4	16,26
DIVISION DES RISQUES	MINIMUM 25 % FPE	52% des FPE	0
	MAXIMUM 8 X FPE		
RATIO LIQUIDITE	MINIMUM 75 %	58,8	52,88
RATIO IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION	MAXIMUM 15 %	0	0
COUVERTURE DES EMPLOIS M. L. TERME PAR RESSOURCES STABLES	MINIMUM 50 %	162,63	93,43
CONTROLE DES IMMOBILISATIONS ET PARTICIPATIONS	MAXIMUM 100 %	16,16	16,02



ANNEXES

I - RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ARTICLE 711 DE L'ACTE UNIFORME DE L'OHADA EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2016

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE DU SÉNÉGAL « C.N.C.A.S »

Société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital de Francs CFA 10 000 000 000 31-33, Rue Amadou Assane NDOYE x Colbert - B.P. : 3890
RCCM : SN-DKR 84-B-130 - LBS K 0048 R - NIN EA : 01 10015 2G3 - NIT! : 206501478 A Tél : (22 1) 33 839 36 36 - Fax: (221) 33 821 26 06
Site Web : www.cncas.sn - E.mail : cncas@cncas.sn DAKAR - SENEGAL

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ARTICLE 711 DE L'ACTE UNIFORME DE L'OHADA EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2016

Aux Actionnaires

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 Décembre 2016 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la CNCAS, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- les vérifications relatives au fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne ;
- le respect de la réglementation bancaire ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi .

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.
Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1.1 Opinion sur les états financiers

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

A notre avis, les états financiers sont, au regard des règles et principes comptables du Plan Comptable Bancaire ainsi que des dispositions de la loi bancaire, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal à la clôture de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la Note 3.7.2 « Opérations avec la clientèle » exposant les provisions constituées sur le portefeuille au titre de l'exercice 2016 et la Note 3.7.4 « Valeurs immobilisées » mentionnant la valorisation et le rapprochement des données résultant de l'inventaire physique qui sont en cours.

Informations

Au cours de l'exercice 2016, la Banque s'est engagée dans les processus visant à accroître la mobilisation des ressources par la mise en œuvre des instruments suivants :

- L'opérationnalisation de la Titrisation, en application de la convention signée avec les parties prenantes, la cession des créances est effective dans les livres de la banque en Juin 2016 et le processus d'admissibilité des titres au refinancement de la BCEAO se poursuit.
- La décision d'augmentation de capital de la CNCAS par émission d'actions en numéraire de Francs CFA 5 milliards par l'Assemblée Générale, tenue le 21 Juin 2016 statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires.
- La domiciliation des fonds souverains par l'Etat du Sénégal par la rétrocession d'une ligne de crédit et les règlements des dettes de l'Etat sont engagés.

1.2 Fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne

Nous avons procédé à l'évaluation du gouvernement d'entreprise, de l'environnement de contrôle et des procédures de contrôle interne au sein de la Banque. Nos constats font l'objet d'un rapport circonstancié adressé au Conseil d'Administration, conformément à l'article 8 de la circulaire n° 004-2011/CB/C du 04 Janvier 2011 relative aux conditions d'exercice du Commissariat aux Comptes auprès des établissements de crédits de l'UMOA.

1.3 Respect de la réglementation bancaire

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications relatives au respect de la réglementation bancaire (Circulaire N° 004-201 1/CB/C du 04 Janvier 2011).

A ce titre, nous relevons que, à l'exception du ratio de liquidité qui s'établit à 52,88 % au 31 Décembre 2016 contre un minimum réglementaire de 75 %, la CNCAS respecte tous les autres ratios prudentiels.

Par ailleurs, conformément à l'article 45 de la loi bancaire n° 2008-26 du 28 Juillet 2008 portant réglementation bancaire, nous avons vérifié les encours de crédits accordés aux personnes qui participent à la direction, à l'administration, à la gérance, au contrôle ou au fonctionnement de la Banque ainsi qu'aux entreprises privées dans lesquelles les personnes visées ci-dessus exercent des fonctions de direction, d'administration ou de gérance, ou détiennent plus du quart du capital social. Ces encours s'élèvent à 5 946, 4 millions de Francs CFA au 31 Décembre 2016, soit 16,26 % des fonds propres effectifs. Le plafond autorisé par la réglementation bancaire est de 20 %.

1.4 Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé conformément aux normes de la profession aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception de la situation décrite dans le paragraphe 1.1 ci-dessus, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance entre les états financiers et informations données dans le rapport du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers.

CABINET MARIAME BAH
CABINET MARIAME BAH
 Expertise Comptable - Commissaire aux Comptes
 Assistante Juridique - Conseil Juridique et Fiscal
 79, Rue Jean Jaurès - Georges Pompidou - 1er Etage
 Tél: (221) 33 842 21 97 - Fax: (221) 33 822 21 97
 E-mail: mariame@bah.com.sn - BP: 1769 - Dakar
BAH MARIAME SANOKO
 Associée-Responsable

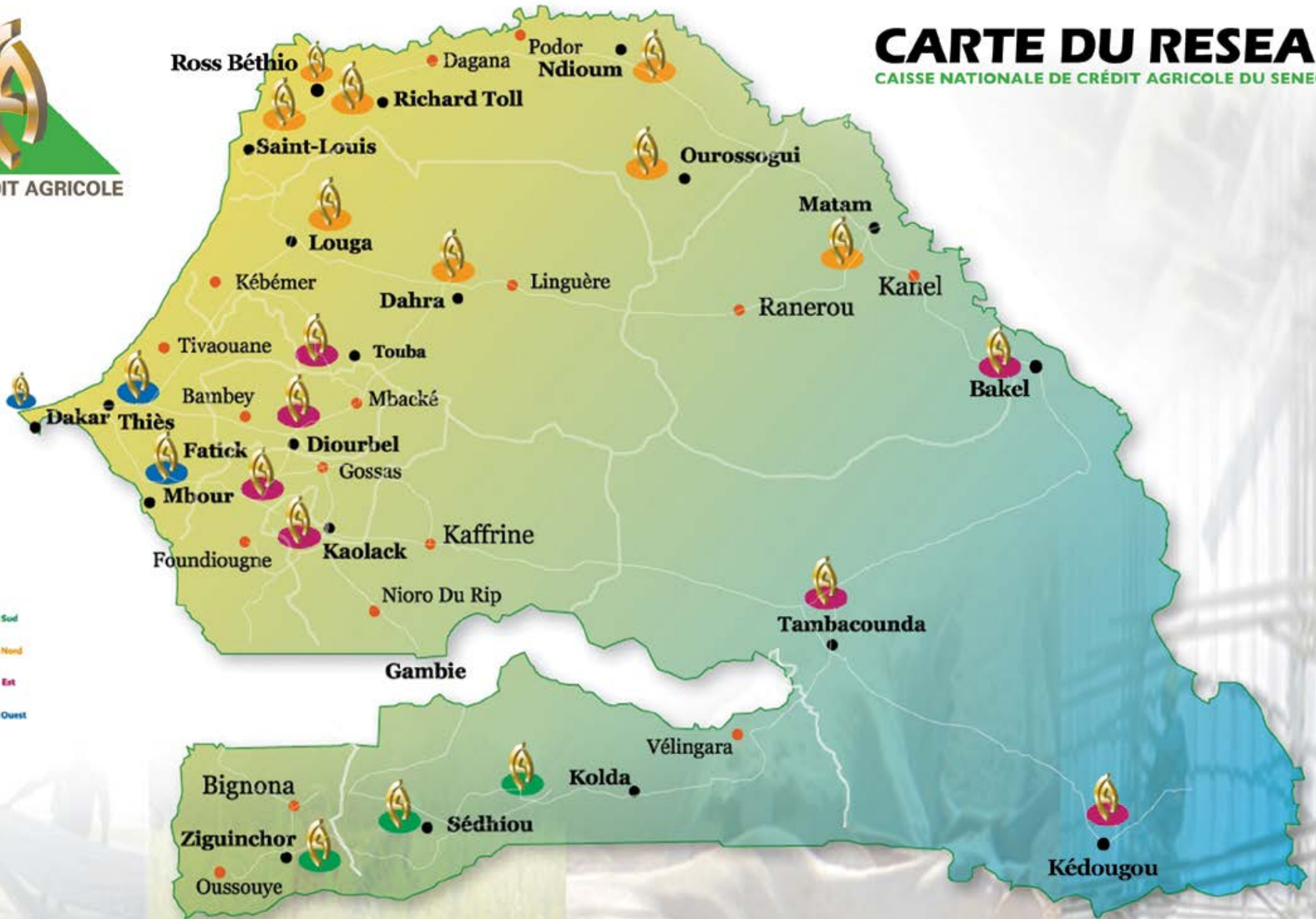
CABINET GAYE & ASSOCIES

MAMADOU DIEYE
 Associé-Directeur



CARTE DU RESEAU

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE DU SENEGAL



- Réseau Sud
- Réseau Nord
- Réseau Est
- Réseau Ouest

La Banque qui partage vos réalités

W W W . C N C A S . S N



31-33, rue El Hadj Amadou A. Ndoye
BP : 3890 Dakar
Tél : +221 33 839 36 36
Fax : +221 33 821 26 06
Email : cncas@cncas.sn

La Banque qui partage vos réalités